

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 150 N° 34	TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI	Mahana 23 no Atele 2001
-----------------------	---	----------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Pages

Ordonnance n° 2001-670 du 25 juillet 2001 portant adaptation au droit communautaire du code de la propriété intellectuelle et du code des postes et télécommunications. (Arrêté de promulgation n° 460 DRCL du 9 août 2001) 2094

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêtés n° 217 à n° 220 DAF/PERS du 10 août 2001 portant respectivement délégation de signature à MM. Jean Vacheron (président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française), Jacques Grassian (chef du poste de surveillance du territoire en Polynésie française), Mme Brigitte Martin (directeur de l'administration et des finances) et aux chefs de bureau de la direction, et Mmes et MM. les directeurs du haut-commissariat (dans le cadre du centre de responsabilité) 2103

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délégation n° 2001-102 APF du 9 août 2001 portant modification de la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial de l'habitat social" 2106

Délégation n° 2001-103 APF du 9 août 2001 portant application à la profession d'architecte de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 modifiée relative aux sociétés civiles professionnelles 2106

Délégations n° 2001-104 à n° 2001-106 APF du 9 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1999 de l'Etablissement d'achats groupés, de l'Ecole normale mixte de la Polynésie française, et du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques 2112

Délégations n° 2001-107 et n° 2001-108 APF du 9 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1997 et 1998 du collège de Papea 2114

Délégations n° 2001-109 à n° 2001-112 APF du 9 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 et 1999 du collège de Papea et du lycée polyvalent de Taravao 2115

Délégations n° 2001-113 et n° 2001-114 APF du 9 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 des collèges de Rangiroa et de Rututu 2118

Délégations n° 2001-115 et n° 2001-116 APF du 9 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 et 1999 du collège de Taaoe 2119

Délibérations n° 2001-117 à n° 2001-119 APF du 9 août 2001 portant approbation des comptes financiers 1998 des collèges de Mahina, de Punaauia et de Taravao	2120
--	------

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Avenant n° 1 à la convention n° 01-2002 du 30 juillet 2001 de délégation de service public relative aux liaisons aériennes internationales au départ et à destination de la Polynésie française	2122
Arrêté n° 1052 CM du 10 août 2001 portant création du bureau de dédouanement de Papeete-port par fusion des bureaux de douane de Moruroa, Hao et Papeete-port	2125
Arrêté n° 1055 CM du 10 août 2001 déclarant d'utilité publique la réalisation de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu et déclarant cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à cette opération	2125
Arrêté n° 1057 CM du 10 août 2001 portant modification de l'arrêté n° 395 CM du 1er avril 1998 déterminant les emplois pouvant prétendre à une indemnité de sujétions spéciales	2126
Arrêté n° 1062 CM du 13 août 2001 complétant la desserte du navire Saint-Xavier-Maris-Stella III exploité par la Société de navigation des Tuamotu. (Extraits)	2127
Arrêté n° 1063 CM du 13 août 2001 portant modification de la desserte du navire Mareva Nui exploité par l'E.U.R.L. Transport maritime des Tuamotu de l'Ouest. (Extraits)	2127
Arrêté n° 1067 CM du 14 août 2001 portant modification de l'arrêté n° 616 CM du 26 juin 1997 relatif aux hélistations et aux hélistations privées (à usage privé ou à usage restreint)	2127

EXTRAITS

Arrêté n° 1050 CM du 10 août 2001 approuvant et rendant exécutoire la délibération 2001-38 OPT adoptée par le conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications lors de sa séance du 23 juillet 2001	2128
Arrêté n° 1051 CM du 10 août 2001 autorisant à titre dérogatoire l'attribution d'une subvention d'investissement à l'Agence tahitienne de presse	2128
Arrêté n° 1053 CM du 10 août 2001 modifiant l'arrêté n° 518 CM du 23 avril 2001 portant approbation de la mise à jour au 1er janvier 2001 du code des douanes	2128
Arrêté n° 1054 CM du 10 août 2001 portant renouvellement et transfert d'une occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé, sis à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de M. et Mme Jean-Noël et Nélia Tourneur	2128
Arrêté n° 1056 CM du 10 août 2001 portant composition de la commission consultative paritaire prévue par la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant réglementation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particularisé	2129
Arrêtés n° 1059 et n° 1060 CM du 13 août 2001 rendant exécutoires les délibérations n° 11-01 à n° 13-01 TFTN du 2 mai 2001 du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture	2129
Arrêté n° 1064 CM du 13 août 2001 modifiant l'arrêté n° 273 CM du 2 mars 2001 relatif à la nomination des représentants des pêcheurs et des représentants de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de la Polynésie française au conseil d'administration du régime des non-salariés	2130
Erratum aux arrêtés n° 819 et n° 820 CM du 19 juin 2001 modifiant respectivement les arrêtés n° 682 (portant octroi d'une licence d'armateur à la S.A.R.L. Enota transport maritime pour l'exploitation du navire Iripau sur la desserte maritime régulière de Tahaa - Raiatea) et n° 683 CM du 18 mai 2001 (portant admission du navire Iripau au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990, carburants et huiles) parus au J.O.P.F. n° 26 du 28 juin 2001, page 1602 ..	2130

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

EXTRAITS

Arrêté n° 1972 PR du 13 août 2001 modifiant l'arrêté n° 200 PR du 22 février 2000 accordant le concours financier du territoire à la commune de Papara pour la rénovation du réseau hydraulique 1998-2003 - 2e tranche de la 1re phase	2130
--	------

Arrêté n° 1973 PR du 14 août 2001 accordant le versement d'une subvention à M. Jean-Jacques Henri Waterlot pour la création d'un hébergement touristique situé à Vaitoare, Tahaa	2130
--	------

**Vice-présidence, ministère de l'emploi, de la formation professionnelle,
du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes**

EXTRAITS

Arrêté n° 3147 VP du 9 août 2001 modifiant l'arrêté n° 7280 MEF du 29 novembre 2000 modifié établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "chantier de reconstruction" ou "C.D.R." et du service conducteur d'opération sur les communes de Moorea	2130
---	------

**Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,
et de l'humanisation de la ville**

Arrêté n° 3186 MLA.AU du 13 août 2001 portant approbation du dossier après travaux du lotissement Atimaono 3 à Mataiea, commune de Teva I Uta, sur une parcelle de terre domaniale dépendant du domaine de Atimaono et cadastrée section AA, n° 47	2130
--	------

Ministère des transports et de l'énergie

EXTRAITS

Arrêtés n° 3192 et n° 3193 MTR du 13 août 2001 portant modification respective des arrêtés n° 717 et n° 718 MTR du 28 février 2001 portant attribution d'une licence d'entrepreneur de taxi	2131
---	------

ACTES MUNICIPAUX

Commune de Punaauia

Délégation municipale n° 31-2001 du 28 juin 2001 interdisant les animaux domestiques au sein des établissements scolaires communaux	2131
---	------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Service des douanes.— Cours des changes (période du 23 août au 5 septembre 2001 inclus)	2132
Assemblée de la Polynésie française.— Avis n° 2-2001 APF/PEL du 13 août 2001 de recrutement	2132
Service de l'urbanisme.— 1° Certificat de conformité n° 1161 MLA.AU du 13 août 2001 concernant les travaux du lotissement "Atimaono 3" sis à Mataiea, commune de Teva I Uta	2134
2° Etats récapitulatifs des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier, et des îles Sous-le-Vent pour le mois de juillet 2001	2134

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	2137
Annonces diverses	2138



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

ARRETE n° 460 DRCL du 9 août 2001 portant promulgation de l'ordonnance n° 2001-670 du 25 juillet 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué en Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur le texte suivant :

— Ordonnance n° 2001-670 du 25 juillet 2001 portant adaptation au droit communautaire du code de la propriété intellectuelle et du code des postes et télécommunications, parue au J.O.R.F. du 28 juillet 2001 à la page 12132.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2001.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.

Ordonnance n° 2001-670 du 25 juillet 2001 portant adaptation au droit communautaire du code de la propriété intellectuelle et du code des postes et télécommunications

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu la Constitution, notamment son article 38 ;

Vu la directive 89/104/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 rapprochant les législations des Etats membres sur les marques ;

Vu le règlement (CE) 40/94 du Conseil, en date du 20 décembre 1993, sur la marque communautaire ;

Vu la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications ;

Vu la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP), modifiée notamment par la directive 98/61/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 1998 pour ce qui concerne la portabilité du numéro et la présélection de l'opérateur ;

Vu la directive 97/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 1997 modifiant les directives 90/387/CEE et 92/44/CEE en vue de les adapter à un environnement concurrentiel dans le secteur des télécommunications ;

Vu la directive 97/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications ;

Vu la directive 98/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel ;

Vu la directive 98/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 1998 relative à la protection juridique des dessins ou modèles ;

Vu la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité ;

Vu la directive 1999/64/CE de la Commission du 23 juin 1999 modifiant la directive 90/388/CEE en vue de garantir que les réseaux de télécommunications et les réseaux câblés de télévision appartenant à un seul et même opérateur constituent des entités juridiques distinctes ;

Vu le code de la propriété intellectuelle ;

Vu le code des postes et télécommunications ;

Vu le code de la consommation ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, notamment son article 78 ;

Vu la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique et social ;

Vu la loi n° 2001-1 du 3 janvier 2001 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire ;

Vu l'avis de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications en date du 2 février 2000 ;

Vu l'avis de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 16 février 2000 ;

Vu la saisine du congrès de la Nouvelle-Calédonie en date du 11 juin 2001 ;

Vu la saisine du conseil des ministres de la Polynésie française en date du 14 juin 2001 ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Ordonne :

TITRE I^{er}

MODIFICATIONS DU CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

CHAPITRE I^{er}

Directive 98/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 1998 relative à la protection juridique des dessins ou modèles

Article 1^{er}

Le titre I^{er} du livre V du code de la propriété intellectuelle est remplacé par les dispositions suivantes :

« TITRE I^{er}

« CONDITIONS ET MODALITÉS DE LA PROTECTION

« CHAPITRE I^{er}

« Champ d'application

« Section 1

« Objet de la protection

« Art. L. 511-1. – Peut être protégée à titre de dessin ou modèle l'apparence d'un produit, ou d'une partie de produit, caractérisée en particulier par ses lignes, ses contours, ses couleurs, sa forme, sa texture ou ses matériaux. Ces caractéristiques peuvent être celles du produit lui-même ou de son ornementation.

« Est regardé comme un produit tout objet industriel ou artisanal, notamment les pièces conçues pour être assemblées en un produit complexe, les emballages, les présentations, les symboles graphiques et les caractères typographiques, à l'exclusion toutefois des programmes d'ordinateur.

« Art. L. 511-2. – Seul peut être protégé le dessin ou modèle qui est nouveau et présente un caractère propre.

« Art. L. 511-3. – Un dessin ou modèle est regardé comme nouveau si, à la date de dépôt de la demande d'enregistrement ou à la date de la priorité revendiquée, aucun dessin ou modèle identique n'a été divulgué. Des dessins ou modèles sont considérés comme identiques lorsque leurs caractéristiques ne diffèrent que par des détails insignifiants.

« Art. L. 511-4. – Un dessin ou modèle a un caractère propre lorsque l'impression visuelle d'ensemble qu'il suscite chez l'observateur averti diffère de celle produite par tout dessin ou modèle divulgué avant la date de dépôt de la demande d'enregistrement ou avant la date de priorité revendiquée.

« Pour l'appréciation du caractère propre, il est tenu compte de la liberté laissée au créateur dans la réalisation du dessin ou modèle.

« Art. L. 511-5. – Le dessin ou modèle d'une pièce d'un produit complexe n'est regardé comme nouveau et présentant un caractère propre que dans la mesure où :

« a) La pièce, une fois incorporée dans le produit complexe, reste visible lors d'une utilisation normale de ce produit par l'utilisateur final, à l'exception de l'entretien, du service ou de la réparation ;

« b) Les caractéristiques visibles de la pièce remplissent en tant que telles les conditions de nouveauté et de caractère propre.

« Est considéré comme produit complexe un produit composé de pièces multiples qui peuvent être remplacées.

« Art. L. 511-6. – Un dessin ou modèle est réputé avoir été divulgué s'il a été rendu accessible au public par une publication, un usage ou tout autre moyen. Il n'y a pas divulgation lorsque le dessin ou modèle n'a pu être raisonnablement connu, selon la pratique courante des affaires dans le secteur intéressé, par des professionnels agissant dans la Communauté européenne, avant la date du dépôt de la demande d'enregistrement ou avant la date de priorité revendiquée.

« Toutefois, le dessin ou modèle n'est pas réputé avoir été divulgué au public du seul fait qu'il a été divulgué à un tiers sous condition, explicite ou implicite, de secret.

« Lorsqu'elle a eu lieu dans les douze mois précédant la date du dépôt de la demande ou la date de priorité revendiquée, la divulgation n'est pas prise en considération :

« a) Si le dessin ou modèle a été divulgué par le créateur ou son ayant cause, ou par un tiers à partir d'informations fournies ou d'actes accomplis par le créateur ou son ayant cause ;

« b) Ou si le dessin ou modèle a été divulgué à la suite d'un comportement abusif à l'encontre du créateur ou de son ayant cause.

« Le délai de douze mois prévu au présent article n'est pas applicable lorsque la divulgation est intervenue avant le 1^{er} octobre 2001.

« Art. L. 511-7. – Les dessins ou modèles contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ne sont pas protégés.

« Art. L. 511-8. – N'est pas susceptible de protection :

« 1^o L'apparence dont les caractéristiques sont exclusivement imposées par la fonction technique du produit ;

« 2^o L'apparence d'un produit dont la forme et la dimension exactes doivent être nécessairement reproduites pour qu'il puisse être mécaniquement associé à un autre produit par une mise en contact, un raccordement, un placement à l'intérieur ou à l'extérieur dans des conditions permettant à chacun de ces produits de remplir sa fonction.

« Toutefois, un dessin ou modèle qui a pour objet de permettre des assemblages ou connexions multiples à des produits qui sont interchangeables au sein d'un ensemble conçu de façon modulaire peut être protégé.

« Section 2

« Bénéfice de la protection

« Art. L. 511-9. – La protection du dessin ou modèle conférée par les dispositions du présent livre s'acquiert par l'enregistrement. Elle est accordée au créateur ou à son ayant cause.

« L'auteur de la demande d'enregistrement est, sauf preuve contraire, regardé comme le bénéficiaire de cette protection.

« Art. L. 511-10. – Si un dessin ou modèle a été déposé en fraude des droits d'un tiers ou en violation d'une obligation légale ou conventionnelle, la personne qui estime avoir un droit sur le dessin ou modèle peut en revendiquer en justice la propriété.

« L'action en revendication de propriété se prescrit par trois ans à compter de la publication de l'enregistrement du dessin ou modèle ou, en cas de mauvaise foi, au moment de la publication de l'enregistrement ou de l'acquisition du dessin ou modèle, à compter de l'expiration de la période de protection.

« Art. L. 511-11. – Sous réserve des dispositions des conventions internationales auxquelles la France est partie, l'étranger qui n'est ni établi ni domicilié sur le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen bénéficie des dispositions du présent livre à condition que son pays accorde la réciprocité de la protection aux dessins ou modèles français.

« CHAPITRE II

« Enregistrement d'un dessin ou modèle

« Section 1

« Demande d'enregistrement

« Art. L. 512-1. – La demande d'enregistrement est déposée, à peine de nullité, à l'Institut national de la propriété industrielle lorsque le déposant a son domicile ou son siège social à Paris ou hors de France.

« Lorsque le déposant a son domicile ou son siège social en France en dehors de Paris, il peut, à son choix, déposer la demande d'enregistrement à l'Institut national de la propriété industrielle ou au greffe du tribunal de commerce ou, en l'absence de tribunal de commerce, au greffe de la juridiction statuant en matière commerciale.

« Lorsque la demande d'enregistrement est déposée au greffe d'un tribunal, celui-ci la transmet à l'Institut national de la propriété industrielle.

« Art. L. 512-2. – La demande d'enregistrement est présentée dans les formes et conditions prévues par le présent livre.

« Elle comporte, à peine d'irrecevabilité, l'identification du déposant et une reproduction des dessins ou modèles dont la protection est demandée.

« La demande d'enregistrement est rejetée s'il apparaît :

« a) Qu'elle n'est pas présentée dans les conditions et formes prescrites ;

« b) Que sa publication est de nature à porter atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

« Le rejet ne peut être prononcé sans que le déposant ait été préalablement invité, selon le cas, soit à régulariser la demande, soit à présenter ses observations.

« Pour les dessins ou modèles relevant d'industries qui renouvellent fréquemment la forme et le décor de leurs produits, le dépôt peut être effectué sous une forme simplifiée dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. La déchéance des droits issus d'un tel dépôt est prononcée lorsque celui-ci n'a pas été, au plus tard six mois avant la date prévue pour sa publication, rendu conforme aux prescriptions générales fixées par ce décret.

« Art. L. 512-3. – Le déposant ou titulaire d'un dépôt qui n'a pas respecté les délais prescrits peut, s'il justifie d'une excuse légitime, être relevé des déchéances qu'il a pu encourir.

« Section 2

« Nullité d'un enregistrement

« Art. L. 512-4. – L'enregistrement d'un dessin ou modèle est déclaré nul par décision de justice :

« a) S'il n'est pas conforme aux dispositions des articles L. 511-1 à L. 511-8 ;

« b) Si son titulaire ne pouvait bénéficier de la protection prévue à l'article L. 511-9 ;

« c) Si le dessin ou modèle méconnaît des droits attachés à un dessin ou modèle antérieur qui a fait l'objet d'une divulgation au public après la date de présentation de la demande d'enregistrement ou, si une priorité est revendiquée, après la date de priorité, et qui est protégé depuis une date antérieure par l'enregistrement d'un dessin ou modèle communautaire, d'un dessin ou modèle français ou international désignant la France, ou par une demande d'enregistrement de tels dessins ou modèles ;

« d) S'il porte atteinte au droit d'auteur d'un tiers ;

« e) S'il est fait usage dans ce dessin ou modèle d'un signe distinctif antérieur protégé, sans l'autorisation de son titulaire.

« Les motifs de nullité prévus aux b, c, d et e ne peuvent être invoqués que par la personne investie du droit qu'elle oppose.

« Le ministère public peut engager d'office une action en nullité d'un dessin ou modèle, quelles que soient les causes de nullité.

« Art. L. 512-5. – Si les motifs de nullité n'affectent le dessin ou modèle qu'en partie, l'enregistrement peut être maintenu sous une forme modifiée à condition que, sous cette forme, le dessin ou modèle réponde aux critères d'octroi de la protection et que son identité soit conservée.

« Art. L. 512-6. – La décision judiciaire prononçant la nullité totale ou partielle d'un dessin ou modèle a un effet absolu. Elle est inscrite au registre national mentionné à l'article L. 513-3.

« CHAPITRE III

« Droits conférés par l'enregistrement

« Art. L. 513-1. – L'enregistrement produit ses effets, à compter de la date de dépôt de la demande, pour une période de cinq ans, qui peut être prorogée par périodes de cinq ans jusqu'à un maximum de vingt-cinq ans.

« Les dessins ou modèles déposés avant le 1^{er} octobre 2001 restent protégés, sans prorogation possible, pour une période de vingt-cinq ans à compter de leur date de dépôt. Les dessins ou modèles dont la protection a été prorogée, avant le 1^{er} octobre 2001, pour une nouvelle période de vingt-cinq ans restent protégés jusqu'à l'expiration de cette période.

« Art. L. 513-2. – Sans préjudice des droits résultant de l'application d'autres dispositions législatives, notamment des livres I^{er} et III du présent code, l'enregistrement d'un dessin ou modèle confère à son titulaire un droit de propriété qu'il peut céder ou concéder.

« Art. L. 513-3. – Tout acte modifiant ou transmettant les droits attachés à un dessin ou modèle déposé n'est opposable aux tiers que s'il a été inscrit au registre national des dessins et modèles.

« Art. L. 513-4. – Sont interdits, à défaut du consentement du propriétaire du dessin ou modèle, la fabrication, l'offre, la mise sur le marché, l'importation, l'exportation, l'utilisation, ou la détention à ces fins, d'un produit incorporant le dessin ou modèle.

« Art. L. 513-5. – La protection conférée par l'enregistrement d'un dessin ou modèle s'étend à tout dessin ou modèle qui ne produit pas sur l'observateur averti une impression visuelle d'ensemble différente.

« Art. L. 513-6. – Les droits conférés par l'enregistrement d'un dessin ou modèle ne s'exercent pas à l'égard :

« a) D'actes accomplis à titre privé et à des fins non commerciales ;

« b) D'actes accomplis à des fins expérimentales ;

« c) D'actes de reproduction à des fins d'illustration ou d'enseignement, si ces actes mentionnent l'enregistrement et le nom du titulaire des droits, sont conformes à des pratiques commerciales loyales et ne portent pas préjudice à l'exploitation normale du dessin ou modèle.

« Art. L. 513-7. – Les droits conférés par l'enregistrement d'un dessin ou modèle ne s'exercent pas :

« a) Sur des équipements installés à bord de navires ou d'aéronefs immatriculés dans un autre pays lorsqu'ils pénètrent temporairement sur le territoire français ;

« b) Lors de l'importation en France de pièces détachées et d'accessoires pour la réparation de ces navires ou aéronefs ou à l'occasion de cette réparation.

« Art. L. 513-8. – Les droits conférés par l'enregistrement d'un dessin ou modèle ne s'étendent pas aux actes portant sur un produit incorporant ce dessin ou modèle, lorsque ce produit a été commercialisé dans la Communauté européenne ou dans l'Espace économique européen par le propriétaire du dessin ou modèle ou avec son consentement.

« CHAPITRE IV

« Dispositions diverses

« Art. L. 514-1. – Des décrets en Conseil d'Etat fixent, en tant que de besoin, les conditions d'application du présent livre.

« Art. L. 514-2. – Des dispositions réglementaires propres à certaines industries peuvent prescrire les mesures nécessaires pour permettre aux industriels de faire constater leur priorité d'emploi d'un dessin ou modèle, notamment par la tenue de registres privés soumis au visa de l'Institut national de la propriété industrielle. »

CHAPITRE II

Directive 89/104/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 rapprochant les législations des Etats membres sur les marques

Article 2

Le troisième alinéa de l'article L. 714-1 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

« La concession non exclusive peut résulter d'un règlement d'usage. Les droits conférés par la demande d'enregistrement de marque ou par la marque peuvent être invoqués à l'encontre d'un licencié qui enfreint l'une des limites de sa licence en ce qui concerne sa durée, la forme couverte par l'enregistrement sous laquelle la marque peut être utilisée, la nature des produits ou des services pour lesquels la licence est octroyée, le territoire sur lequel la marque peut être apposée ou la qualité des produits fabriqués ou des services fournis par le licencié. »

CHAPITRE III

Règlement (CE) 40/94 du Conseil du 20 décembre 1993 sur la marque communautaire

Article 3

Le titre 1^{er} du livre VII du même code est complété par un chapitre VII ainsi rédigé :

« CHAPITRE VII

« La marque communautaire

« Art. L. 717-1. – Constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur la violation des interdictions prévues aux articles 9, 10, 11 et 13 du règlement (CE) 40/94 du Conseil du 20 décembre 1993 sur la marque communautaire.

« Art. L. 717-2. – Les dispositions des articles L. 716-8 à L. 716-14 sont applicables aux atteintes portées au droit du propriétaire d'une marque communautaire.

« Art. L. 717-3. – Est irrecevable toute action en contrefaçon, fondée sur une marque communautaire antérieure, contre une marque nationale postérieure enregistrée dont l'usage a été toléré pendant cinq ans, à moins que le dépôt de la marque nationale n'ait été effectué de mauvaise foi.

« L'irrecevabilité est limitée aux seuls produits et services pour lesquels l'usage a été toléré.

« Art. L. 717-4. – Un décret en Conseil d'Etat détermine le siège et le ressort des juridictions de première instance et d'appel qui sont seules compétentes pour connaître des actions et des demandes prévues à l'article 92 du règlement communautaire mentionné à l'article L. 717-1, y compris lorsque ces actions portent à la fois sur une question de marque et sur une question connexe de dessin et modèle ou de concurrence déloyale.

« Art. L. 717-5. – Une demande de marque communautaire ou une marque communautaire ne peut être transformée en demande de marque nationale que dans les cas prévus à l'article 108 du règlement communautaire mentionné à l'article L. 717-1.

« Dans ces cas, la demande de marque nationale doit, sous peine de rejet, satisfaire aux dispositions des articles L. 711-2, L. 711-3, L. 712-2 et L. 712-4. Les conditions d'application du présent alinéa sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables lorsque l'ancienneté d'une marque enregistrée antérieurement en France a été revendiquée au bénéfice de la marque communautaire.

« Art. L. 717-6. – Lorsqu'une marque antérieurement enregistrée en France n'a pas été renouvelée ou a fait l'objet d'une renonciation, le fait que l'ancienneté de cette marque a été revendiquée au nom d'une marque communautaire ne fait pas obstacle à ce que la nullité de cette marque ou la déchéance des droits de son titulaire soit prononcée.

« Une telle déchéance ne peut cependant être prononcée en application du présent article que si celle-ci était encourue à la date de la renonciation ou à la date d'expiration de l'enregistrement.

« Art. L. 717-7. – La formule exécutoire mentionnée à l'article 82 du règlement communautaire mentionné à l'article L. 717-1 est apposée par l'Institut national de la propriété industrielle. »

CHAPITRE IV

Liberté de prestation des services à titre occasionnel pour les mandataires en propriété industrielle établis sur le territoire de la Communauté européenne ou dans l'Espace économique européen

Article 4

I. – Le second alinéa de l'article L. 422-4 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les dispositions de l'alinéa précédent ne font pas obstacle à la faculté de recourir aux services d'un avocat ou à ceux d'une entreprise ou d'un établissement public auxquels le demandeur est contractuellement lié ou à ceux d'une organisation professionnelle spécialisée ou à ceux d'un professionnel établi sur le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen intervenant à titre occasionnel et habilité à représenter les personnes devant le service central de la propriété industrielle de cet Etat. »

II. – Le second alinéa de l'article L. 712-2 du même code est abrogé.

CHAPITRE V

Dispositions relatives à l'outre-mer

Article 5

Les dispositions des articles 1^{er}, 2 et 4 de la présente ordonnance sont applicables à Mayotte. Les dispositions de l'article 1^{er}, de l'article 2 et du II de l'article 4 sont applicables en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises et en Nouvelle-Calédonie.

Article 6

I. - L'intitulé du livre VIII du code de la propriété intellectuelle est remplacé par l'intitulé suivant : « Application en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises, en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte. »

II. - Au premier alinéa de l'article L. 811-1 du même code, les mots : « dans la collectivité territoriale de Mayotte » sont remplacés par les mots : « à Mayotte ». Aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 811-2 du même code, les mots : « collectivité territoriale de Mayotte » sont remplacés par le mot : « Mayotte ».

III. - Au deuxième alinéa de l'article L. 811-1 et au dernier alinéa de l'article L. 811-2 du même code, les mots : « dans les territoires d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises et en Nouvelle-Calédonie ».

IV. - Au premier alinéa des articles L. 811-2 et L. 811-3 du même code, les mots : « aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte » et « dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte » sont remplacés par les mots : « en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises, en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte. »

V. - Au dernier alinéa de l'article L. 811-3 du même code, les mots : « de la réglementation territoriale applicable dans ces derniers » sont remplacés par les mots : « des textes applicables localement ».

Article 7

Il est ajouté, après l'article L. 811-3 du code de la propriété intellectuelle, un article L. 811-4 ainsi rédigé :

« Art. L. 811-4. - I. - Pour leur application en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises, en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte, les articles L. 717-1, L. 717-4 et l'article L. 717-7 du présent code sont ainsi rédigés :

« Art. L. 717-1. - I. - Constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur le fait, pour un tiers, en l'absence du consentement du titulaire de la marque communautaire, de faire usage dans la vie des affaires :

« a) D'un signe identique à la marque communautaire pour des produits ou des services identiques à ceux pour lesquels celle-ci est enregistrée ;

« b) D'un signe pour lequel, en raison de son identité ou de sa similitude avec la marque communautaire et en raison de l'identité ou de la similitude des produits ou des services couverts par la marque communautaire et le signe, il existe dans l'esprit du public un risque de confusion, celui-ci incluant le risque d'association entre le signe et la marque ;

« c) D'un signe identique ou similaire à la marque communautaire pour des produits ou des services qui ne sont pas similaires à ceux pour lesquels la marque communautaire est enregistrée, lorsque celle-ci jouit d'une renommée dans la Communauté européenne et que l'usage du signe sans juste motif tire indûment profit du caractère distinctif ou de la renommée de la marque communautaire ou leur porte préjudice.

« II. - Peut notamment constituer une contrefaçon le fait :

« a) D'apposer sur les produits ou sur leur conditionnement un signe tel que défini au I ;

« b) D'offrir les produits ou de les mettre dans le commerce ou de les détenir à ces fins ou d'offrir ou de fournir des services sous ce signe ;

« c) D'importer ou d'exporter les produits sous ce signe ;

« d) D'utiliser ce signe dans les papiers d'affaires et la publicité.

« III. - Constitue également une contrefaçon :

« a) La reproduction d'une marque communautaire dans un dictionnaire, une encyclopédie ou un ouvrage similaire, lorsque celle-ci donne l'impression de constituer le terme générique des biens ou services pour lesquels la marque communautaire est enregistrée, sauf pour l'éditeur à veiller, sur demande du titulaire de cette marque, à ce que la reproduction de celle-ci soit, au plus tard lors de l'édition suivante de l'ouvrage, accompagnée de l'indication qu'il s'agit d'une marque enregistrée ;

« b) L'enregistrement et l'utilisation d'une marque communautaire par un agent ou un représentant de celui qui est titulaire de celle-ci, sans l'autorisation de ce dernier, à moins que l'agent ou le représentant ne justifie de ses agissements.

« IV. - La marque communautaire n'est opposable aux tiers qu'à compter de la publication de l'enregistrement de celle-ci. Toutefois, une indemnité peut être exigée pour des faits postérieurs à la publication d'une demande de marque communautaire qui, après la publication de l'enregistrement de la marque, seraient interdits en vertu de celle-ci. Le tribunal saisi ne peut statuer au fond tant que l'enregistrement n'a pas été publié.

« V. - Le droit conféré par la marque communautaire ne permet pas à son titulaire d'interdire l'usage de celle-ci pour des produits qui ont été mis dans le commerce sous cette marque par le titulaire ou avec son consentement, dans la Communauté européenne, dans l'Espace économique européen, en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises, en Nouvelle-Calédonie ou à Mayotte. Il en est autrement lorsque des motifs légitimes justifient que le titulaire s'oppose à la commercialisation ultérieure des produits, notamment lorsque l'état de ceux-ci est modifié ou altéré après leur mise dans le commerce.

« Art. L. 717-4. - Un décret en Conseil d'Etat détermine le siège et le ressort des juridictions de première instance et d'appel qui sont seules compétentes pour connaître :

« a) Des actions en contrefaçon d'une marque communautaire ;

« b) Des actions en indemnisation intentées dans les conditions prévues au IV de l'article L. 717-1 ;

« c) Des demandes reconventionnelles en déchéance ou en nullité de la marque communautaire à condition qu'elles soient fondées sur les motifs applicables à celle-ci.

« Ces juridictions sont compétentes pour connaître de ces actions et demandes, y compris lorsqu'elles portent à la fois sur une question de marque et sur une question connexe de dessin et modèle ou de concurrence déloyale.

« Art. L. 717-7. - Toute décision définitive de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur qui fixe le montant des frais, vaut titre exécutoire lorsque la formule exécutoire est apposée par l'Institut national de la propriété industrielle, après vérification de l'authenticité du titre.

« La partie intéressée peut ensuite poursuivre l'exécution forcée qui est alors régie par les règles de procédure civile en vigueur au lieu de l'exécution. »

« II. - Pour l'application de l'article L. 717-5 dans les mêmes territoires, le premier alinéa de cet article est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 717-5. - I. - Une demande de marque communautaire ou une marque communautaire ne peut être transformée en demande de marque nationale que :

« a) Dans la mesure où la demande de marque communautaire est rejetée, retirée ou réputée retirée ;

« b) Dans la mesure où la marque communautaire cesse de produire ses effets.

« II. – La transformation n'a pas lieu :

« a) Lorsque le titulaire de la marque communautaire a été déchu de ses droits pour défaut d'usage de cette marque, à moins que la marque communautaire n'ait été utilisée en France dans des conditions qui constituent un usage sérieux au sens de l'article L. 714-5 ;

« b) Lorsqu'il est établi, par application d'une décision de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur ou de la juridiction nationale, que la demande ou la marque communautaire est affectée en France d'un motif de refus d'enregistrement, de nullité ou de révocation.

« III. – La demande de marque nationale issue de la transformation d'une demande ou d'une marque communautaire bénéficie de la date de dépôt ou de la date de priorité de cette demande ou de cette marque et, le cas échéant, de l'ancienneté d'une marque nationale antérieurement enregistrée et valablement revendiquée. »

TITRE II

MODIFICATIONS DU CODE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

CHAPITRE I^{er}

Transposition de la directive 97/13/CE du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications

Article 8

I. – A l'article L. 33-1 du code des postes et télécommunications, le *q* du I est remplacé par les dispositions suivantes :

« q) Les taxes dues par l'exploitant à raison de la délivrance, de la gestion et du contrôle de l'autorisation, dans les limites des frais administratifs afférents à ces opérations ; ».

II. – L'article L. 33-2 du code des postes et télécommunications est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'exploitant acquitte les taxes dues à raison de la délivrance, de la gestion et du contrôle de l'autorisation, dans les limites des frais administratifs afférents à ces opérations. »

Article 9

Au troisième alinéa de l'article L. 33-2 du code des postes et télécommunications, les mots : « dans les deux mois suivant la demande » sont remplacés par les mots : « dans un délai fixé par le décret mentionné au précédent alinéa ».

Article 10

L'article L. 36-11 du code des postes et télécommunications est modifié ainsi qu'il suit :

I. – Au 1^{er}, les mots : « dans un délai déterminé » sont abrogés.

II. – Au 4^o, les deux dernières phrases sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Elles peuvent faire l'objet d'un recours de pleine juridiction et d'une demande de suspension présentée conformément à l'article L. 521-1 du code de justice administrative, devant le Conseil d'Etat. »

III. – L'article L. 36-11 est complété par les dispositions suivantes :

« Un décret détermine les délais impartis aux opérateurs pour régulariser leur situation ainsi que les délais dans lesquels interviennent et sont notifiées les décisions prises par l'Autorité de régulation des télécommunications. »

CHAPITRE II

Transposition de la directive 97/33/CE du 30 juin 1997 modifiée relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP)

Article 11

L'article L. 34-8 du code des postes et télécommunications est modifié comme suit :

I. – Les deux premiers alinéas du I sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les exploitants de réseaux ouverts au public font droit, dans des conditions objectives et transparentes, aux demandes d'interconnexion des titulaires d'une autorisation délivrée en application des articles L. 33-1 et L. 34-1.

« La demande d'interconnexion ne peut être refusée si elle est justifiée au regard, d'une part, des besoins du demandeur, d'autre part, des capacités de l'exploitant à la satisfaire. Tout refus d'interconnexion opposé par l'exploitant est motivé. L'Autorité de régulation des télécommunications peut, au cas par cas, dans les conditions fixées à l'article L. 36-8, limiter à titre temporaire l'obligation prévue au premier alinéa lorsque l'interconnexion demandée peut être remplacée par des solutions techniquement et économiquement viables et que les ressources disponibles sont inadéquates pour répondre à la demande. »

II. – La dernière phrase du troisième alinéa du I est remplacée par la phrase suivante :

« Elle est communiquée à l'Autorité de régulation des télécommunications à sa demande. »

III. – Le II et le III sont remplacés par les dispositions suivantes :

« II. – Les exploitants de réseaux ouverts au public figurant sur les listes établies en application des *a* et *b* du 7^o de l'article L. 36-7 sont tenus de publier, dans les conditions déterminées par leur cahier des charges, une offre technique et tarifaire d'interconnexion approuvée préalablement par l'Autorité de régulation des télécommunications.

« L'offre mentionnée à l'alinéa précédent contient des conditions différentes pour répondre, d'une part, aux besoins d'interconnexion des exploitants de réseaux ouverts au public et, d'autre part, aux besoins d'accès au réseau des fournisseurs de service téléphonique au public, compte tenu des droits et obligations propres à chacune de ces catégories d'opérateurs. Ces conditions doivent être suffisamment détaillées pour faire apparaître les divers éléments correspondant à chaque catégorie de services.

« Les mêmes exploitants disposent d'un système d'information et tiennent une comptabilité des services et des activités qui permettent notamment de vérifier le respect des obligations prévues au présent article. Cette comptabilité est vérifiée périodiquement, à leurs frais, par un organisme indépendant agréé par l'Autorité de régulation des télécommunications. Ces frais sont intégrés aux coûts des services d'interconnexion. L'organisme agréé publie annuellement une attestation de conformité établie en application du présent alinéa.

« III. – Les tarifs d'interconnexion des exploitants de réseaux ouverts au public figurant sur les listes établies en application des *a* et *b* du 7^o de l'article L. 36-7 et ceux des exploitants de réseaux de téléphonie mobile ouverts au public figurant sur la liste établie en application du *d* du même article rémunèrent l'usage effectif du réseau de transport et de desserte et reflètent les coûts du service rendu.

« IV. – Les exploitants de réseaux ouverts au public figurant sur les listes établies en application des *a*, *b* et *c* du 7^o de l'article L. 36-7 font droit aux demandes d'interconnexion des titulaires d'une autorisation délivrée en application des articles L. 33-1 et L. 34-1 dans des conditions

objectives, non discriminatoires et transparentes. Les conventions conclues à cet effet sont communiquées à l'Autorité de régulation des télécommunications.

« Les mêmes exploitants assurent, dans les mêmes conditions, un accès à leur réseau aux utilisateurs et fournisseurs de services de télécommunications autres que le service téléphonique au public, ainsi qu'aux services de communication audiovisuelle autres que les services de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite, ou distribués par câble. Ils répondent également aux demandes justifiées d'accès spécial correspondant à des conditions techniques ou tarifaires non publiées, émanant de ces fournisseurs de service ou des utilisateurs. La fourniture des accès mentionnés au présent alinéa par un exploitant figurant sur la liste établie en application du *a* du 7° de l'article L. 36-7 donne lieu à une rémunération reflétant les coûts du service rendu.

« V. – Les exploitants de réseaux ouverts au public figurant sur la liste établie en application du *a* du 7° de l'article L. 36-7 mettent en place les moyens nécessaires pour que leurs abonnés puissent accéder aux services commutés de tout opérateur interconnecté au moyen d'une présélection et écarter, appel par appel, tout choix de présélection en composant un préfixe court. L'Autorité de régulation des télécommunications peut imposer cette obligation à d'autres opérateurs exerçant une influence significative sur un marché pertinent qu'elle détermine. En ce cas, elle tient compte de l'intérêt du consommateur et veille à ne pas imposer une charge disproportionnée aux opérateurs et à ne pas créer d'obstacles à l'entrée sur le marché de nouveaux opérateurs.

« VI. – L'Autorité de régulation des télécommunications peut, soit d'office à tout moment, soit à la demande d'une des parties, intervenir, dans les conditions prévues à l'article L. 36-8, afin de définir les rubriques qui doivent être couvertes par un accord d'interconnexion ou de fixer les conditions spécifiques que doit respecter un tel accord.

« L'Autorité de régulation des télécommunications peut, soit d'office à tout moment, soit à la demande d'une des parties, fixer un terme pour conclure des négociations d'interconnexion.

« Les dispositions des deux alinéas précédents sont également applicables aux négociations relatives à l'accès spécial aux réseaux ouverts au public des exploitants figurant sur la liste établie en application du *a* du 7° de l'article L. 36-7. »

Article 12

Le I de l'article L. 35-3 du code des postes et télécommunications est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'évaluation des coûts nets des obligations de service universel pesant sur les opérateurs prend en compte l'avantage sur le marché qu'ils retirent, le cas échéant, de ces obligations. »

Article 13

Le 7° de l'article L. 36-7 du code des postes et télécommunications est remplacé par les dispositions suivantes :

« 7° Etablit, chaque année, après avis du Conseil de la concurrence, les listes des opérations considérées comme exerçant une influence significative :

« a) Sur un marché pertinent du service téléphonique au public entre points fixes ;

« b) Sur un marché pertinent des liaisons louées ;

« c) Sur un marché pertinent du service de téléphonie mobile au public ;

« d) Sur le marché national de l'interconnexion.

« Est réputé exercer une influence significative sur un marché tout opérateur qui détient une part supérieure à 25 % de ce marché. L'Autorité de régulation des télécommunications peut décider qu'un opérateur détenant une part inférieure à 25 % d'un marché exerce une influence significative sur ce marché ou qu'un opérateur détenant une part supérieure à 25 % d'un marché n'exerce pas une influence

significative sur ce marché. Elle tient compte de la capacité effective de l'opérateur à influencer sur les conditions du marché, de son chiffre d'affaires par rapport à la taille du marché, de son contrôle des moyens d'accès à l'utilisateur final, de son accès aux ressources financières et de son expérience dans la fourniture de produits et de services sur le marché. »

Article 14

I. – Le II de l'article L. 32-1 est complété par un 8° ainsi rédigé :

« 8° Au développement de l'utilisation partagée entre opérateurs des installations mentionnées aux articles L. 47 et L. 48. »

II. – Le dernier alinéa du II de l'article L. 36-8 est complété par la phrase suivante :

« En outre, elle procède à une consultation publique de toutes les parties intéressées avant toute décision imposant l'utilisation partagée entre opérateurs des installations mentionnées au 2°. »

CHAPITRE III

Transposition de la directive 97/51/CE du 6 octobre 1997 modifiant les directives 90/387/CEE et 92/44/CEE en vue de les adapter à un environnement concurrentiel dans le secteur des télécommunications

Article 15

Il est inséré, après l'article L. 34-2 du code des postes et télécommunications, un article L. 34-2-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 34-2-1. – Le ministre chargé des télécommunications désigne, parmi les opérateurs figurant sur la liste établie en application du *b* du 7° de l'article L. 36-7 ou, à défaut de tels opérateurs, parmi les titulaires des autorisations délivrées en application de l'article L. 33-1, les opérateurs qui sont tenus de fournir une offre de liaisons louées. Pour chaque opérateur, le ministre précise la zone géographique dans laquelle l'offre de liaisons louées doit être fournie.

« Un décret précise le contenu de l'offre de liaisons louées et les conditions de fourniture de liaisons louées par les opérateurs désignés en application de l'alinéa précédent. »

CHAPITRE IV

Transposition de la directive 97/66/CE du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications

Article 16

I. – La section I du chapitre II du titre I^{er} du livre II du code des postes et télécommunications est complétée par un article L. 33-4-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 33-4-1. – Est interdite la prospection directe, par automates d'appel ou télécopieurs, d'un abonné ou d'un utilisateur d'un réseau de télécommunications qui n'a pas exprimé son consentement à recevoir de tels appels.

« Les opérateurs ou leurs distributeurs fournissent gratuitement à ceux de leurs abonnés ou utilisateurs qui le souhaitent les moyens d'exprimer leur consentement à recevoir les appels mentionnés à l'alinéa précédent. Ils mettent à la disposition de toute personne qui en fait la demande la liste de ces abonnés ou utilisateurs. »

II. – A l'article 10 de la loi du 31 décembre 1989 susvisée, les mots : « ou télécopie » sont supprimés.

CHAPITRE V

Transposition de la directive 98/10/CE du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel**Article 17**

I. – Au deuxième alinéa de l'article L. 33-4 du code des postes et télécommunications, les mots : « pour toute personne de ne pas être mentionnée sur les listes d'abonnés ou d'utilisateurs publiées » sont remplacés par les mots : « pour toute personne d'être mentionnée sur les listes d'abonnés ou d'utilisateurs publiées ou, sur sa demande, de ne pas l'être ».

II. – L'article L. 33-4 du code des postes et télécommunications est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Sur toute demande présentée en vue d'éditer un annuaire universel ou de fournir un service universel de renseignements, même limitée à une zone géographique déterminée, les opérateurs sont tenus de communiquer, dans des conditions non discriminatoires et à un tarif reflétant les coûts du service rendu, la liste de tous les abonnés ou utilisateurs auxquels ils ont affecté, directement ou par l'intermédiaire d'un distributeur, un ou plusieurs numéros du plan national de numérotation prévu à l'article L. 34-10. Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications, précise les modalités d'application du présent alinéa.

« Les litiges relatifs aux conditions techniques et financières de la fourniture des listes d'abonnés prévue à l'alinéa précédent peuvent être soumis à l'Autorité de régulation des télécommunications conformément à l'article L. 36-8. »

III. – Au II de l'article L. 36-8, il est inséré, après le 2°, un 3° ainsi rédigé :

« 3° Les conditions techniques et financières de la fourniture des listes d'abonnés prévue à l'article L. 33-4. »

Article 18

I. – L'article L. 34-1 du code des postes et télécommunications est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'Autorité de régulation des télécommunications peut, dans les conditions prévues à l'article L. 36-11, exiger d'un opérateur qu'il modifie ses conditions contractuelles de fourniture du service téléphonique au public et les modalités de remboursement ou d'indemnisation appliquées par lui, lorsque ces conditions ou modalités ne sont pas conformes aux dispositions du I du I de l'article L. 33-1. »

II. – Il est inséré, après l'article L. 34-1 du code des postes et télécommunications, un article L. 34-1-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 34-1-1. – Sans préjudice des dispositions de l'article L. 35-2, les opérateurs inscrits sur la liste établie en application du a du 7° de l'article L. 36-7 :

« 1° Fixent les tarifs du service téléphonique au public de manière à ce qu'ils reflètent les coûts correspondants. Ces tarifs sont indépendants de la nature de l'utilisation qui est faite du service par les utilisateurs. Ils sont suffisamment détaillés pour que l'utilisateur ne soit pas obligé de payer des compléments de services qui ne sont pas nécessaires à la fourniture du service demandé. Les opérateurs portent ces tarifs et leurs modifications à la connaissance du public au moins huit jours avant la date de leur mise en application ;

« 2° Publient et appliquent de façon non discriminatoire toute formule de réduction tarifaire. L'Autorité de régulation des télécommunications peut, dans les conditions prévues à l'article L. 36-11, exiger d'un opérateur qu'il modifie ou retire des formules de réduction lorsque celles-ci ne sont pas conformes aux dispositions du présent article ;

« 3° Disposent d'un système d'information et tiennent une comptabilité des services et des activités qui permettent

notamment de vérifier le respect des obligations prévues au 1°. Cette comptabilité est vérifiée périodiquement, à leurs frais, par un organisme indépendant agréé par l'Autorité de régulation des télécommunications. Les résultats du contrôle sont communiqués à l'Autorité de régulation des télécommunications et au ministre chargé des télécommunications. L'organisme agréé publie annuellement une attestation de conformité établie en application des présentes dispositions ;

« 4° Fournissent une offre de services avancés de téléphonie vocale dont le contenu est fixé par arrêté ministériel ;

« 5° Se conforment aux obligations de qualité de service fixées, le cas échéant, par arrêté ministériel et, lorsque des indicateurs de qualité ont été définis par arrêté ministériel, enregistrent les valeurs résultant de l'application de ces indicateurs. Les valeurs enregistrées sont communiquées, à leur demande, au ministre chargé des télécommunications et à l'Autorité de régulation des télécommunications. Celle-ci peut demander une vérification des données fournies par un organisme indépendant. »

Article 19

L'article L. 35-4 du code des postes et télécommunications est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 35-4. – Au moyen d'un annuaire universel, présenté sous forme imprimée et électronique, et d'un service universel de renseignements, le public a accès, sous réserve de la protection des droits des personnes, aux noms ou raisons sociales, aux numéros téléphoniques et aux adresses de tous les abonnés aux réseaux ouverts au public, ainsi qu'à la mention de leur profession pour ceux qui le souhaitent. Il peut avoir accès, sous cette même réserve, aux adresses électroniques des abonnés qui le souhaitent.

« Tout annuaire universel doit respecter des modalités de présentation et des caractéristiques techniques fixées par voie réglementaire. Toute personne qui édite un annuaire universel ou fournit un service universel de renseignements traite et présente de façon non discriminatoire les informations qui lui sont communiquées à cette fin.

« France Télécom édite un annuaire universel sous forme imprimée et électronique et fournit un service universel de renseignements.

« Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications, détermine les modalités d'application du présent article. Il précise notamment les garanties à mettre en œuvre pour assurer la confidentialité des données, compte tenu des intérêts commerciaux des opérateurs, et la protection de la vie privée. »

CHAPITRE VI

Transposition de la directive 1999/5/CE du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité**Article 20**

I. – A l'article L. 32 du code des postes et télécommunications, il est inséré, après le 3°, un 3° bis ainsi rédigé :

« 3° bis Points de terminaison d'un réseau.

« On entend par points de terminaison d'un réseau les points physiques par lesquels les utilisateurs accèdent à un réseau de télécommunications ouvert au public. Ces points de raccordement font partie du réseau. »

II. – Les 11° et 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 11° Réseau, installation ou équipement radioélectrique.

« Un réseau, une installation ou un équipement sont qualifiés de radioélectriques lorsqu'ils utilisent des fréquences

radioélectriques pour la propagation des ondes en espace libre. Au nombre des réseaux radioélectriques figurent notamment les réseaux utilisant les capacités de satellites ;

« 12° Exigences essentielles.

« On entend par exigences essentielles les exigences nécessaires pour garantir dans l'intérêt général la santé et la sécurité des personnes, la compatibilité électromagnétique entre les équipements et installations de télécommunications et, le cas échéant, une bonne utilisation du spectre des fréquences radioélectriques en évitant des interférences dommageables pour les tiers. Les exigences essentielles comportent également, dans les cas justifiés, la protection des réseaux et notamment des échanges d'informations de commande et de gestion qui y sont associés, l'interopérabilité des services et celle des équipements terminaux, la protection des données, la protection de l'environnement et la prise en compte des contraintes d'urbanisme et d'aménagement du territoire, la compatibilité des équipements terminaux et des équipements radioélectriques avec des dispositifs empêchant la fraude, assurant l'accès aux services d'urgence et facilitant leur utilisation par les personnes handicapées.

« On entend par interopérabilité des équipements terminaux l'aptitude de ces équipements à fonctionner, d'une part, avec le réseau et, d'autre part, avec les autres équipements terminaux.

« Un décret définit les valeurs limites que ne doivent pas dépasser les champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations mentionnées à l'article L. 33-3, lorsque le public y est exposé. »

III. - A l'article L. 36-6 du code des postes et télécommunications, il est inséré, après le 4°, un 5° ainsi rédigé :

« 5° La détermination des points de terminaison des réseaux. »

Article 21

Au e du I de l'article L. 33-1 du code des postes et télécommunications, les mots : « par la protection de l'environnement » sont remplacés par les mots : « par la protection de la santé et de l'environnement ».

Article 22

Le troisième alinéa de l'article L. 34-2 du code des postes et télécommunications est remplacé par les dispositions suivantes :

« Un décret en Conseil d'Etat précise le contenu de la déclaration et de la demande d'autorisation et fixe les prescriptions nécessaires au respect des exigences essentielles. »

Article 23

L'article L. 34-9 du code des postes et télécommunications est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 34-9. - Les équipements terminaux sont fournis librement.

« Les équipements destinés à être connectés à un réseau ouvert au public et les équipements radioélectriques doivent faire l'objet d'une évaluation de leur conformité aux exigences essentielles. Les organismes intervenant, le cas échéant, dans la procédure d'évaluation de conformité sont désignés de façon à offrir aux industriels concernés un choix préservant leur indépendance par rapport à des entreprises offrant des biens ou services dans le domaine des télécommunications.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine :

« 1° Les équipements qui sont dispensés de l'évaluation de conformité ;

« 2° Les conditions que doivent respecter les organismes intervenant dans la procédure d'évaluation de conformité, pour être désignés en vue d'exercer ces fonctions ;

« 3° Les conditions dans lesquelles sont, le cas échéant, élaborées et publiées les spécifications techniques des équipements soumis à l'évaluation de conformité ;

« 4° Celles des exigences essentielles qui sont applicables aux équipements concernés ;

« 5° Les conditions de mise sur le marché, de mise en service, de retrait du marché ou du service, de restriction ou d'interdiction de mise sur le marché ou de mise en service des équipements radioélectriques et des équipements terminaux ainsi que, pour ces derniers, les conditions de raccordement aux réseaux ouverts au public ;

« 6° La procédure d'évaluation de conformité ;

« 7° Les conditions dans lesquelles les détenteurs des équipements font vérifier à leurs frais la conformité de ces équipements aux prescriptions du présent article.

« Les équipements ou installations soumis à l'évaluation de conformité ne peuvent être fabriqués pour l'Espace économique européen, importés, en vue de leur mise à la consommation, de pays n'appartenant pas à celui-ci, détenus en vue de la vente, mis en vente, distribués à titre gratuit ou onéreux, connectés à un réseau ouvert au public ou faire l'objet de publicité que s'ils ont fait l'objet d'une évaluation de leur conformité et sont à tout moment conformes à celle-ci. »

Article 24

Le 2° de l'article L. 36-7 du code des postes et télécommunications est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2° Désigne les organismes intervenant dans la procédure d'évaluation de conformité prévue à l'article L. 34-9. »

Article 25

L'article L. 39-1 du code des postes et télécommunications est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 39-1. - Est puni de six mois d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende le fait :

« 1° D'établir ou de faire établir un réseau indépendant, sans l'autorisation prévue à l'article L. 33-2, ou de le maintenir en violation d'une décision de suspension ou de retrait de cette autorisation ;

« 2° De perturber, en utilisant une fréquence, un équipement ou une installation radioélectrique, dans des conditions non conformes aux dispositions de l'article L. 34-9 ou sans posséder l'autorisation prévue à l'article L. 89 ou en dehors des conditions réglementaires générales prévues à l'article L. 33-3, les émissions hertziennes d'un service autorisé, sans préjudice de l'application de l'article 78 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ;

« 3° D'utiliser une fréquence, un équipement ou une installation radioélectrique dans des conditions non conformes aux dispositions de l'article L. 34-9 ou sans posséder l'autorisation prévue à l'article L. 89 ou en dehors des conditions réglementaires générales prévues à l'article L. 33-3. »

Article 26

I. - Au premier alinéa de l'article L. 40 du code des postes et télécommunications, les mots : « du chapitre III » sont supprimés.

II. - Il est inséré, après l'article L. 40 du code des postes et télécommunications, un article L. 40-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 40-1. - Les agents mentionnés au 1° de l'article L. 215-1 du code de la consommation ont qualité pour rechercher et constater les infractions aux dispositions de l'article L. 34-9 du présent code et des textes pris pour son application. A cet effet, ils disposent des pouvoirs prévus aux chapitres II à VI du titre I^{er} du livre II du code de la consommation. »

III. - Au deuxième alinéa de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1989 susvisée, les mots : « et de l'article L. 34-9 du code des postes et télécommunications » sont supprimés.

Article 27

Au VI de l'article L. 97-1 du code des postes et télécommunications, les mots : « à la collectivité de Mayotte et aux territoires d'outre-mer » sont remplacés par les mots :

« en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises et en Nouvelle-Calédonie » et les mots : « par ces territoires » sont remplacés par les mots : « par ces collectivités ».

CHAPITRE VII

Transposition de la directive 1999/64/CE du 23 juin 1999 modifiant la directive 90/388/CEE en vue de garantir que les réseaux de télécommunications et les réseaux câblés de télévision appartenant à un seul et même opérateur constituent des entités juridiques distinctes

Article 28

Le II de l'article L. 33-1 du code des postes et télécommunications est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les opérateurs inscrits sur la liste établie en application du a du 7° de l'article L. 36-7 au titre d'une zone géographique donnée et qui détiennent, dans la même zone, des droits exclusifs ou bénéficient de droits particuliers pour l'exploitation de réseaux distribuant par câble des services de radiodiffusion sonore et de télévision sont tenus d'exploiter cette dernière activité sous la forme d'une personne juridiquement distincte. »

Article 29

Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, la ministre de la culture et de la communication, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer et le secrétaire d'Etat à l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 2001.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LIONEL JOSPIN

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
LAURENT FABIUS

La garde des sceaux, ministre de la justice,
MARYLISE LEBRANCHU

Le ministre de l'intérieur,
DANIEL VAILLANT

La ministre de la culture
et de la communication,
CATHERINE TASCA

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
CHRISTIAN PAUL

Le secrétaire d'Etat à l'industrie,
CHRISTIAN PIERRET

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 217 DAF/PERS du 10 août 2001 modifiant l'arrêté n° 25 DAF/PERS du 31 janvier 2000 portant délégation de signature à M. Jean Vacheron, président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 25 DAF/PERS du 31 janvier 2000 modifié portant délégation de signature à M. Jean Vacheron, président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 179 DAF/PERS du 10 juillet 2001 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Bernard Lesot, conseiller hors classe de chambre régionale des comptes ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 25 DAF/PERS du 31 janvier 2000 modifié susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Vacheron, président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. Sylvain Renaud, conseiller hors classe de chambre régionale des comptes.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean Vacheron et Sylvain Renaud, la délégation de signature sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Elise Cogrel, conseiller hors classe de chambre régionale des comptes.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean Vacheron, de M. Sylvain Renaud et de Mme Elise Cogrel, la délégation de signature sera exercée dans les mêmes conditions par M. Bernard Lesot, conseiller hors classe de chambre régionale des comptes."

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2001.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 218 DAF/PERS du 10 août 2001 portant délégation de signature à M. Jacques Grassian, chef du poste de surveillance du territoire en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 827 DAPN/RH/OF du 22 juin 2001 portant mutation de M. Jacques Grassian, commandant de police de la police nationale, et nommé en qualité de chef du poste de surveillance du territoire à compter du 18 juillet 2001 ;

Vu la décision n° 414 SATP du 25 juillet 2001 constatant l'arrivée à Papeete de M. Jacques Grassian, commandant de police de la police nationale, matricule 642.525, nommé en qualité de chef du poste de surveillance du territoire en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Jacques Grassian, commandant de police de la police nationale, chef du poste de surveillance du territoire en Polynésie française, pour l'engagement des dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 34-41, article 24, du ministère de l'intérieur.

Art. 2.— L'arrêté n° 29 DAF/PERS du 10 février 1999 portant délégation de signature à M. Serge Bluge, chef du poste de surveillance du territoire de Polynésie française, est abrogé.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le directeur de cabinet sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2001.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 219 DAF/PERS du 10 août 2001 modifiant les dispositions de l'article 2 paragraphe b de la décision n° 126 DAF/PERS du 18 mai 2001 portant délégation de signature à Mme Brigitte Martin, directeur de l'administration et des finances, et aux chefs de bureau de la direction.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 347 DAF/PERS du 2 décembre 1999 modifié portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 189 DAF/PERS du 24 juillet 2001 portant affectation de M. Michel Hennocque, attaché analyste de préfecture, en qualité de chef du service informatique ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 2 paragraphe b de la décision n° 126 DAF/PERS du 18 mai 2001 susvisée, sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Délégation permanente est donnée à :

b) M. Michel Hennocque, attaché analyste de préfecture, chef du service informatique, à l'effet de signer, dans la limite des attributions du service de l'informatique, les documents suivants :

- bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- correspondances à l'exclusion de celles adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances territoriales autres que les bordereaux d'envoi de pièces administratives ;
- ampliations d'arrêtés, de décisions et de conventions ;
- copies de pièces et documents afférents au domaine de compétence du service."

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de l'administration et des finances, les chefs de bureau sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2001.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 220 DAF/PERS du 10 août 2001 portant délégation de signature à Mmes et MM. les directeurs du haut-commissariat dans le cadre du centre de responsabilité.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 108 DAF/PEL du 12 avril 1996 portant affectation de M. Jean-Sébastien Louys, attaché administratif des services déconcentrés du ministère de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, en qualité de chef du bureau des affaires juridiques ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 52 DAF/PERS du 9 mars 1999 portant affectation de Mme Marie-France Houssen, attaché de préfecture, en qualité de chef du bureau du personnel ;

Vu l'arrêté n° 53 DAF/PERS du 9 mars 1999 portant affectation de M. Karim Houssen, attaché de préfecture, en qualité de chef de la mission des affaires communales, chargé du bureau des affaires juridiques communales ;

Vu l'arrêté n° 253 DAF/PERS du 6 septembre 1999 portant affectation de Mme Joëlle Le Corre, directeur de préfecture, en qualité de directeur de la mission d'aide financière et de coopération régionale ;

Vu l'arrêté n° 347 DAF/PERS du 2 décembre 1999 modifié portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 227 DAF/PERS du 1er septembre 2000 portant affectation de M. Jean-Marie Marcon, attaché principal d'administration centrale, en qualité de directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité ;

Vu l'arrêté n° 273 DAF/PERS du 6 octobre 2000 portant affectation de M. Daniel Brot, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, chef d'arrondissement, et nomination en qualité de directeur de l'assistance technique ;

Vu l'arrêté n° 6 DAF/PERS du 8 janvier 2001 portant affectation de M. Didier Bertin, ingénieur des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur adjoint de l'assistance technique, à compter du 4 janvier 2001 ;

Vu l'arrêté n° 118 DAF/PERS du 15 mai 2001 portant affectation de Mme Brigitte Martin, directeur de préfecture, en qualité de directeur de l'administration et des finances ;

Vu l'arrêté n° 186 DAF/PERS du 18 juillet 2001 portant affectation de M. Michel Bourguignon, lieutenant-colonel, en qualité de chef du bureau d'études, à compter du 24 juillet 2001 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à :

- M. Jean-Marie Marcon, attaché principal d'administration centrale, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité ;
- Mme Brigitte Martin, directeur de préfecture, directeur de l'administration et des finances ;
- M. Daniel Brot, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, chef d'arrondissement, directeur de l'assistance technique ;
- Mme Joëlle Le Corre, directeur de préfecture, directeur de la mission d'aide financière et de coopération régionale ;
- M. Didier Bertin, ingénieur des travaux publics de l'Etat, directeur adjoint de l'assistance technique ;
- M. Michel Bourguignon, lieutenant-colonel, chef du bureau d'études,

à l'effet de signer, dans la limite des crédits délégués dans le cadre de leur centre de responsabilité respectif, les crédits inscrits sur le chapitre 34.96, article 30.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie Marcon, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. Jean-Sébastien Louys, attaché administratif des services déconcentrés du ministère de l'équipement, chef du bureau des affaires juridiques.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Brigitte Martin, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Marie-France Houssen, attaché de préfecture, chef du bureau du personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Joëlle Le Corre, la délégation de signature qui lui est consentie à

l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. Karim Houssen, attaché de préfecture, chef de la mission des affaires communales.

Art. 3.— L'arrêté n° 29 DAF/PERS du 8 février 2000 modifié portant délégation de signature à Mmes et MM. les directeurs du haut-commissariat dans le cadre du centre de responsabilité, est abrogé.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, les directeurs, les chefs de bureau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2001.

Jean ARIBAUD.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 2001-102 APF du 9 août 2001 portant modification de la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial de l'habitat social".

NOR : OPH010094DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial de l'habitat social" ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 847 CM du 3 juillet 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 92-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'article 5 de la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 modifiée susvisée est abrogé.

Art. 2.— Dans le titre de la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 modifiée susvisée, les mots "portant création d'un établissement public territorial dénommé Office territorial de l'habitat social" sont remplacés par "relative à l'Office polynésien de l'habitat".

Art. 3.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-103 APF du 9 août 2001 portant application à la profession d'architecte de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 modifiée relative aux sociétés civiles professionnelles.

NOR : SAAD010160DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'article 24 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ;

Vu la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 modifiée relative aux sociétés civiles professionnelles, à l'exception de ses articles 31 à 35, rendue applicable au territoire par la loi n° 72-1151 du 23 décembre 1972 ;

Vu la loi n° 78-9 du 4 janvier 1978 modifiant le titre IX du livre III du code civil ;

Vu la loi du 31 décembre 1940 instituant l'ordre des architectes et réglementant le titre et la profession d'architecte ;

Vu le code de commerce ;

Vu le décret n° 78-704 du 3 juillet 1978 relatif à l'application de la loi n° 78-9 modifiant le titre IX du livre III du code civil ;

Vu le décret n° 47-1154 du 25 juin 1947 réglementant la profession d'architecte dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre mer ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1975 instituant un conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1011 CM du 31 juillet 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 93-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

CHAPITRE Ier - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er.— La présente délibération a pour objet de déterminer en Polynésie française les conditions d'application à la profession d'architecte des articles 1er à 30 de la loi du 29 novembre 1966 modifiée relative aux sociétés civiles professionnelles.

Art. 2.— Les sociétés régies par la présente délibération sont composées soit exclusivement d'architectes, soit d'architectes et de personnes physiques exerçant d'autres professions dont le concours est utile à l'architecte pour assumer pleinement les actes de sa profession. Dans ce dernier cas, les associés ayant le titre d'architecte doivent, à tout moment, être au moins à égalité en nombre avec les autres associés et représenter plus de la moitié du capital social.

Art. 3.— Les sociétés régies par la présente délibération ont pour objet l'exercice en commun de la profession d'architecte et, le cas échéant, des autres professions représentées en leur sein. Cet exercice comporte la mise en commun et le partage des bénéfices entre les associés.

Ces sociétés reçoivent l'appellation de "Société civile professionnelle d'architecture".

Seuls les associés qui sont inscrits personnellement au tableau de l'ordre des architectes ont la qualité et le titre d'architecte associé.

CHAPITRE II - CONSTITUTION DE LA SOCIETE

SECTION I - Dispositions générales

Art. 4.— Deux ou plusieurs architectes inscrits au tableau de l'ordre de Polynésie française peuvent constituer entre eux avec une ou plusieurs personnes physiques définies à l'article 2 ci-dessus une société civile professionnelle dont le siège est obligatoirement établi en Polynésie française.

Toutefois, la société peut être constituée exclusivement ou non entre des personnes physiques non inscrites au tableau de l'ordre de Polynésie française mais remplissant les

conditions requises pour porter le titre et exercer la profession d'architecte, sous la condition que chacune d'elles demande son inscription au plus tard en même temps que celle de la société.

Art. 5.— La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'ordre de Polynésie française et, le cas échéant, de l'inscription de chaque architecte associé audit tableau.

Art. 6.— La demande d'inscription de la société au tableau est présentée collectivement par les associés au conseil régional de l'ordre et adressée au président du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il y est joint un dossier qui doit comprendre :

- 1° Un exemplaire des statuts de la société et, le cas échéant, une expédition ou une copie de l'acte constitutif ;
- 2° Un certificat d'inscription au tableau de l'ordre, en ce qui concerne chaque architecte associé déjà inscrit, ou la demande d'inscription au tableau, en ce qui concerne chaque architecte associé non encore inscrit ;
- 3° Une requête de chaque architecte associé sollicitant du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française l'inscription de la société au tableau.

Art. 7.— L'inscription de la société au tableau ne peut être refusée par le conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française que si les statuts déposés ne sont pas conformes aux dispositions législatives ou réglementaires régissant la société, notamment à celles de la présente délibération.

Le rejet de la demande d'inscription doit être motivé. Il ne peut être prononcé qu'après que les intéressés ont été appelés à présenter au conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française toutes explications orales ou écrites relatives à la constitution de la société.

La décision de rejet est notifiée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à chacun des intéressés.

SECTION II - Statuts - Capital social - Parts sociales et parts d'industrie

Art. 8.— Si les statuts sont établis par acte sous seing privé, il est établi autant d'originaux qu'il est nécessaire pour la remise d'un exemplaire à chaque associé et pour satisfaire aux dispositions de l'article 15 ci-dessous.

Art. 9.— Outre les mentions prévues par les articles 8, 10, 11, 14, 15, 19 et 20 de la loi susvisée du 29 novembre 1966 concernant respectivement la raison sociale, la répartition des parts, les gérants, la répartition des bénéfices, les dettes sociales, les cessions de parts sociales et les mentions prévues par la présente délibération, les statuts doivent indiquer :

- 1° Les nom, prénoms, profession et domicile des associés ;
- 2° L'adresse du siège social ;
- 3° La durée pour laquelle la société est constituée ;
- 4° La nature et l'évaluation distincte de chacun des apports faits par les associés ;
- 5° Le montant du capital social, le nombre, le montant nominal et la répartition des parts sociales représentatives de ce capital ;

- 6° Le nombre des parts attribuées à chaque apporteur en industrie ;
- 7° L'indication du montant libéré, lors de la constitution de la société, des apports en numéraire.

Art. 10.— Peuvent être apportés à la société, en propriété ou en jouissance :

- 1° Tous droits incorporels, mobiliers ou immobiliers, et notamment le droit pour un associé de présenter la société comme successeur à sa clientèle ;
- 2° Tous documents et archives et, d'une manière générale, tous objets mobiliers à usage professionnel ;
- 3° Les immeubles ou locaux utiles à l'exercice de la profession ;
- 4° Toutes sommes en numéraire.

Les apports en industrie des associés ne concourent pas à la formation du capital social mais peuvent donner lieu à l'attribution de parts.

Art. 11.— Le montant nominal des parts sociales ne peut être inférieur à 2.000 F CFP.

Les parts correspondant aux apports en industrie sont incessibles et sont annulées lorsque le titulaire perd sa qualité d'associé pour quelque cause que ce soit ou lorsque la société est dissoute.

Art. 12.— Les parts sociales représentant un apport en numéraire doivent être libérées, lors de la souscription, d'un tiers au moins de leur montant nominal.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, soit aux dates fixées par les statuts, soit sur décision de l'assemblée des associés et au plus tard dans le délai de trois ans à compter de l'inscription de la société au tableau de l'ordre.

Dans les huit jours de leur réception, les fonds provenant de la libération des apports en numéraire sont déposés, pour le compte de la société, à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire ou dans une banque. Le retrait de ces fonds est effectué par un mandataire de la société, sur la seule justification de l'inscription de celle-ci au tableau de l'ordre.

SECTION III - Immatriculation et publicité

Art. 13.— L'immatriculation de la société et les formalités de publicité sont régies par le code de commerce et la réglementation applicable au registre du commerce et des sociétés.

Art. 14.— Une ampliation de la décision d'inscription de la société au tableau de l'ordre des architectes de Polynésie française est adressée par le représentant légal de la société au greffe du registre du commerce et des sociétés.

Au reçu de l'ampliation, le greffier procède à l'immatriculation de la société.

En cas de refus d'immatriculation, il en informe le conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française.

Art. 15.— Au tableau de l'ordre, le nom de chaque architecte associé est suivi de la mention de la raison sociale de la société civile professionnelle dont il est membre.

Le tableau comporte en deuxième partie la liste des sociétés civiles professionnelles d'architecture qui y sont inscrites, avec l'indication, pour chacune, de la raison sociale, de l'adresse du siège social et des noms et professions de tous les associés.

CHAPITRE III - FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ

SECTION I - Administration de la société

Art. 16.— Les statuts organisent la gérance et déterminent les pouvoirs des gérants dans les conditions prévues par l'article 11 de la loi susvisée du 29 novembre 1966.

Toutefois, si la société comprend des personnes exerçant d'autres professions que celle d'architecte, le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, l'un au moins de ceux-ci doit être obligatoirement choisi parmi les architectes associés.

Art. 17.— Les décisions qui excèdent les pouvoirs des gérants sont prises par les associés réunis en assemblée.

L'assemblée des associés est réunie au moins une fois par an. Elle est aussi réunie lorsqu'un ou plusieurs associés, représentant au moins la moitié en nombre ou le quart en capital, en fait la demande en indiquant l'ordre du jour.

Les statuts déterminent les modalités de convocation de l'assemblée.

Art. 18.— Toute délibération de l'assemblée donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé par les associés présents et contenant notamment la date et le lieu de la réunion, son ordre du jour détaillé, l'identité des associés présents ou représentés, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial coté et paraphé en conformité avec les dispositions de l'article 45 du décret susvisé du 3 juillet 1978. Le registre est conservé au siège social. Il peut être consulté par tout associé.

Art. 19.— Les statuts fixent le nombre de voix dont dispose chaque associé. Toutefois, aucun associé, ne peut, à lui seul, disposer de plus de la moitié des voix.

Si la société comprend des personnes exerçant d'autres professions que celle d'architecte, les architectes associés doivent disposer ensemble de plus de la moitié des voix.

Art. 20.— Un associé peut donner mandat écrit à un autre associé de le représenter à l'assemblée.

L'assemblée ne délibère valablement que si les trois quarts au moins des associés sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, les associés sont convoqués une seconde fois et l'assemblée délibère valablement si deux associés au moins sont présents.

Art. 21.— Sous réserve des dispositions de l'article 19 de la loi susvisée du 29 novembre 1966 ou de celles de la présente délibération imposant les conditions spéciales de majorité, les décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Toutefois, les statuts peuvent prévoir une majorité plus forte ou même l'unanimité des associés, pour toutes les décisions ou seulement pour celles qu'ils énumèrent.

Art. 22.— La modification des statuts et la prorogation de la société sont décidées à la majorité des trois quarts des voix de l'ensemble des associés.

Toutefois, l'augmentation des engagements des associés ne peut être décidée qu'à l'unanimité de tous les associés.

Art. 23.— Après la clôture de chaque exercice, les gérants établissent, dans les conditions fixées par les statuts, les comptes de la société et un rapport sur les résultats de celle-ci.

Les documents mentionnés à l'alinéa précédent sont soumis à l'approbation de l'assemblée des associés dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice. A cette fin, ils sont adressés à chaque associé, avec le texte des résolutions proposées, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée et, au plus tard, avec la convocation à cette assemblée.

Art. 24.— Chaque associé peut, à toute époque, prendre connaissance par lui-même des rapports et comptes sociaux concernant les exercices antérieurs, des registres de procès-verbaux, de tous registres et documents comptables dont la tenue est prescrite par les dispositions législatives ou réglementaires relatives à la profession et plus généralement de tous documents détenus par la société.

SECTION II - Cessions et transmissions de parts sociales

Sous-section 1 - Cessions entre vifs par un associé

Art. 25.— Un associé ne peut céder ou transmettre à titre onéreux ou gratuit, tout ou partie de ses parts sociales à un tiers étranger à la société que si le cessionnaire est agréé par la société dans les conditions de l'article 19 (alinéa 1er) de la loi susvisée du 29 novembre 1966.

Si le cessionnaire n'est pas architecte mais remplit les conditions requises pour exercer cette profession, la cession est conclue sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'ordre.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés dans l'une des formes prévues à l'article 1690 du code civil.

Art. 26.— Si la société a, dans la même forme, notifié son consentement exprès à la cession ou si elle n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de deux mois à compter de la dernière des notifications prévues au troisième alinéa de l'article précédent, le cessionnaire, s'il est architecte, adresse au conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française une demande en vue d'être inscrit au tableau de l'ordre en qualité d'architecte associé.

La demande est accompagnée, sous peine d'irrecevabilité, d'une expédition ou d'une copie, selon le cas, de l'acte de cession des parts sociales ainsi que de toutes pièces justificatives, notamment de celles qui établissent le consentement exprès ou tacite donné par la société à la cession.

Art. 27.— Si la société refuse d'agréer le cessionnaire, elle est tenue, à compter de la notification de son refus, faite dans

l'une des formes prévues à l'article 25 (alinéa 3), de notifier dans le délai de six mois dans la même forme à l'associé qui persiste dans son intention de céder ses parts sociales, un projet de cession ou de rachat de ces parts, conformément aux dispositions de l'article 19 alinéa 3 de la loi du 29 novembre 1966. Cette notification implique un engagement du cessionnaire ou de la société qui se porte acquéreur.

Si le prix proposé pour la cession ou le rachat n'est pas accepté par le cédant, il est fixé conformément aux conditions de l'article 1843-4 du code civil.

Lorsque l'associé cédant refuse de signer l'acte portant cession de ses parts qui lui est proposé, il est passé outre à son refus, deux mois après la sommation à lui faite par la société dans l'une des formes prévues à l'article 25 (alinéa 3) et demeurée infructueuse.

Si la cession porte sur la totalité des parts sociales dont l'associé est titulaire, celui-ci perd la qualité d'associé à l'expiration du délai légal. Dans tous les cas, le prix de cession des parts est consigné à la diligence du cessionnaire.

Art. 28.— La cession de tout ou partie de ses parts sociales par un associé à la société, aux autres associés ou à l'un ou plusieurs d'entre eux est portée à la connaissance du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française par le ou les cessionnaires au moyen d'une lettre recommandée.

Art. 29.— Lorsqu'un associé entend se retirer de la société en application de l'article 21 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 précitée, il notifie sa décision à la société dans l'une des formes prévues à l'article 25 (alinéa 3).

La société dispose de six mois à compter de cette notification pour notifier à l'associé, dans la même forme, un projet de cession de ses parts sociales à un tiers ou à un associé ou un projet de rachat des parts par la société. Cette notification implique engagement du cessionnaire ou de la société qui se porte acquéreur.

Les dispositions de l'article 27 sont, le cas échéant, applicables.

Art. 30.— L'associé démissionnaire ou radié du tableau de l'ordre dispose d'un délai de six mois à compter du jour soit de l'acceptation de sa démission, soit de celui où sa radiation est devenue définitive, pour céder ses parts sociales, soit à un tiers dans les conditions prévues aux articles 25 et 26, soit aux associés ou à l'un ou plusieurs d'entre eux, soit à la société.

Si à l'expiration de ce délai, aucune cession n'est intervenue, il est procédé conformément aux dispositions de l'article 29.

Art. 31.— Sous réserve des règles de protection et de représentation des incapables, les dispositions de l'article précédent sont applicables à la cession des parts sociales de l'associé frappé d'interdiction légale ou placée sous le régime de la tutelle des majeurs. Dans ce cas, le délai de six mois est porté à un an.

Elles sont également applicables à la cession des parts sociales de l'associé dont le retrait de la société a été décidé dans le cas prévu à l'article 48. Le délai imparti à cet associé pour céder ses parts court du jour où la décision des autres

associés prononçant son exclusion lui a été notifiée dans l'une des formes prévues à l'article 25 (alinéa 3).

Sous-section 2 - Cessions après décès d'un associé

Art. 32.— Le délai prévu par l'article 24 (alinéa 2) de la loi susvisée du 29 novembre 1966 pour la cession des parts de l'associé décédé est fixé à un an à compter du décès de l'associé.

Il peut être renouvelé par le président du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française, à la demande des ayants droit de l'associé décédé et avec le consentement de la société donné dans les conditions prévues pour la cession des parts sociales par l'article 19 de la loi susvisée du 29 novembre 1966.

Art. 33.— Si pendant le délai prévu à l'article précédent les ayants droit décident de céder les parts sociales de leur auteur à un tiers étranger à la société, il est procédé conformément aux dispositions des articles 25, 26 et 27.

Art. 34.— Toute demande d'un ou plusieurs ayants droit d'un associé décédé tendant à l'attribution à leur profit, par préférence, des parts sociales de leur auteur, est notifiée à la société et à chacun des associés dans l'une des formes prévues par l'article 25 (alinéa 3).

Les modalités de cette attribution sont régies, pour le surplus, par les dispositions des articles 25 et 26 et, le cas échéant, par celles de l'article 27.

Art. 35.— Lorsque, à l'expiration du délai prévu à l'article 32, les ayants droit de l'associé décédé n'ont pas exercé la faculté de céder les parts sociales de leur auteur, et si aucun consentement préalable à l'attribution préférentielle n'a été donné par la société, celle-ci dispose de six mois pour acquérir ou faire acquérir les parts sociales de l'associé décédé. En cas de litige, il est fait application des dispositions de l'article 27.

Sous-section 3 - Publicité de la cession des parts sociales

Art. 36.— La publicité de la cession des parts est accomplie par dépôts, en annexe au registre du commerce et des sociétés de deux copies authentiques de l'acte de cession, s'il est notarié ou de deux originaux, s'il est sous seing privé. Dans le cas prévu à l'alinéa 3 de l'article 27 de la présente délibération, la publicité de la cession est accomplie par le dépôt dans les mêmes conditions de deux copies certifiées conformes de la sommation adressée au cédant accompagnée des justifications de la notification ou de la signification de cette sommation.

SECTION III - Augmentation du capital social - Retrait d'associés ou entrée de nouveaux associés

Art. 37.— Si les réserves constituées au moyen de bénéfices non distribués ou de plus-values d'actif dues à l'industrie des associés le permettent, il est procédé périodiquement à l'augmentation du capital social. Les parts sociales créées à cette occasion sont réparties entre tous les associés, y compris ceux qui n'ont apporté que leur industrie.

Les statuts fixent les conditions et les modalités d'application de l'alinéa précédent.

Le capital ne peut être augmenté par l'incorporation de réserves avant la libération intégrale des parts sociales souscrites en numéraire.

Art. 38.— En cas de retrait d'associés ou d'entrée de nouveaux associés, par suite de la cession de parts sociales ou de la création de nouvelles parts sociales consécutives à une augmentation de capital, la société est tenue de demander au conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française la modification correspondante de son inscription au tableau.

Si le conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française constate que la société, à la suite de l'opération intervenue, demeure constituée en conformité avec les dispositions législatives ou réglementaires qui la régissent, il modifie en conséquence l'inscription de la société au tableau de l'ordre.

Dans le cas contraire, et notamment s'il est constaté que la société est en infraction aux dispositions de l'article 2 ci-dessus, il impartit un délai de régularisation ou prononce la radiation de la société, si cette régularisation ne lui paraît pas possible. A défaut de régularisation dans le délai imparti, la société est radiée du tableau.

SECTION IV - Exercice de la profession

Art. 39.— Les dispositions législatives ou réglementaires relatives à l'exercice de la profession d'architecte par les personnes physiques, notamment en ce qui concerne la déontologie, les incompatibilités d'exercice et l'assurance, sont applicables aux sociétés civiles professionnelles d'architecture et aux architectes associés.

Art. 40.— La raison sociale est constituée par les noms de tous les associés, ou de l'un ou plusieurs d'entre eux suivis de la mention "et autres".

Elle doit figurer dans tous les documents et correspondances émanant de la société, accompagnée de la qualification "Société civile professionnelle d'architecture", à l'exclusion de toute autre.

Art. 41.— Dans les actes professionnels, chaque associé indique la raison sociale de la société dont il est membre.

Art. 42.— Nul ne peut être membre de plus d'une société civile professionnelle d'architecture.

L'architecte associé ne peut exercer sa profession à titre individuel à moins qu'il n'y soit autorisé par les statuts, dans les limites fixées par ceux-ci et à condition que l'activité autorisée soit expressément exclue de l'objet de la société par une clause statutaire.

L'associé exerçant une autre profession peut exercer sa profession pour son compte personnel sous quelque forme que ce soit, sauf clause contraire ou limitative des statuts.

Art. 43.— Chaque associé exerce, au nom et pour le compte de la société, l'activité professionnelle qui lui est propre.

Les associés doivent s'informer mutuellement de cette activité.

Art. 44.— Chaque architecte associé participe individuellement à l'élection des membres du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française.

Les architectes associés sont éligibles au conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française. Toutefois, celui-ci ne peut comprendre en même temps deux ou plusieurs architectes associés dans une même société.

Les sociétés civiles professionnelles d'architecture ne sont admises en tant que telles ni à voter pour l'élection du conseil de l'ordre régional des architectes en Polynésie française, ni à y siéger.

Art. 45.— Les documents prévus par la loi ou les règlements pour l'exercice de la profession d'architecte sont ouverts et établis au nom de la société.

Art. 46.— En application du troisième alinéa de l'article 16 de la loi susvisée du 29 novembre 1966, une assurance est contractée par la société. Elle couvre la responsabilité personnelle des associés à raison des actes accomplis au sein de la société ainsi que la responsabilité propre de celle-ci.

SECTION V - Discipline

Art. 47.— Les dispositions législatives ou réglementaires concernant la discipline des architectes sont applicables à la société civile professionnelle d'architecture et à chacun des architectes associés.

La société peut faire l'objet de poursuites disciplinaires, indépendamment de celles qui seraient intentées contre les associés. La société est représentée par les gérants. Cependant, les associés non gérants peuvent prendre connaissance du dossier et présenter ou faire présenter leurs observations écrites ou orales.

Art. 48.— Tout architecte associé qui a été condamné à la peine disciplinaire de la suspension pour une durée égale ou supérieure à trois mois peut être contraint, par décision unanime des autres associés, à se retirer de la société. Ses parts sociales sont alors cédées dans les conditions prévues à l'article 31 (alinéa 2).

Art. 49.— L'architecte associé suspendu disciplinairement ne peut exercer aucune activité professionnelle d'architecte pendant la durée de la peine, mais conserve, pendant le même temps, la qualité d'associé avec tous les droits et obligations qui en découlent, à l'exclusion de sa vocation aux bénéfices sociaux.

Art. 50.— L'architecte associé radié du tableau de l'ordre cesse d'exercer son activité professionnelle d'architecte à compter du jour où la décision prononçant la radiation est passée en force de chose jugée. Ses parts sociales sont cédées dans les conditions fixées à l'article 30.

Art. 51.— La suspension disciplinaire de la société s'applique à tous les associés architectes sauf si la décision de la juridiction exclut expressément de cette mesure un ou plusieurs d'entre eux.

En cas de suspension de la société ou de tous les associés architectes, la gestion de la société est assurée par un ou plusieurs architectes désignés par le président du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française.

Art. 52.— La qualité d'architecte associé est assimilée à celle d'architecte pour la collation du titre d'architecte honoraire.

CHAPITRE IV - NULLITE, DISSOLUTION, LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

SECTION I - Nullité - Dissolution

Art. 53.— Une expédition de toute décision judiciaire passée en force de chose jugée prononçant la nullité de la société est déposée, à la diligence du procureur de la République, au greffe du registre du commerce et des sociétés pour être versée au dossier ouvert au nom de la société, ainsi qu'au siège du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française.

Art. 54.— La société prend fin à l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée.

Toutefois, la dissolution anticipée peut être décidée par les trois quarts au moins des associés disposant ensemble des trois quarts des voix.

Art. 55.— La radiation du tableau de l'ordre de tous les architectes associés ou de la société entraîne de plein droit la dissolution de celle-ci.

La décision qui prononce ces radiations constate la dissolution de la société et ordonne sa liquidation. A la diligence du président du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française, une expédition de cette décision est déposée au greffe du registre du commerce et des sociétés.

Les architectes associés radiés du tableau de l'ordre ne peuvent être liquidateurs.

Art. 56.— La société est dissoute de plein droit par le décès simultané de tous les associés ou par le décès du dernier survivant, sans qu'à la date du décès les parts sociales des autres aient été cédées à des tiers.

Art. 57.— En cas de dissolution de la société par décision de justice passée en force de chose jugée, une expédition de celle-ci est déposée, à la diligence du procureur de la République ou du président du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française, selon les cas, au greffe du registre de commerce, pour être versée au dossier ouvert au nom de la société, ainsi qu'au siège du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française.

Art. 58.— La nullité ou la dissolution judiciaire de la société n'est opposable aux tiers qu'à compter de l'accomplissement des formalités prévues aux articles 53 et 57.

SECTION II - Liquidation de la société

Art. 59.— La société est en liquidation dès sa dissolution pour quelque cause que ce soit ou dès que la décision judiciaire prononçant sa nullité est passée en force de chose jugée.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

La raison sociale est obligatoirement suivie de la mention "Société en liquidation".

Art. 60.— En cas de dissolution par survenance du terme ou par décision des associés, le liquidateur est nommé par les associés, à la majorité des voix, à moins qu'il ne soit désigné dans les statuts. A défaut, il est nommé par le président du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française, à la demande de l'associé le plus diligent.

Au cas où la décision judiciaire prononce la dissolution de la société ou déclare sa nullité, cette décision désigne le liquidateur.

Dans le cas de dissolution prévue aux articles 55 et 56, le liquidateur est désigné par le président du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française, parmi les architectes inscrits au tableau.

En cas d'empêchement ou pour tout autre motif grave, le liquidateur est remplacé :

- 1° S'il a été nommé dans les conditions prévues aux alinéas 1er et 3 du présent article, par décision du président du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française, à la demande soit du liquidateur lui-même, soit d'un ou de plusieurs associés ou de leurs ayants droit, ou même d'office ;
- 2° S'il a été nommé dans les conditions prévues à l'alinéa 2 ci-dessus, par ordonnance du président du tribunal de première instance de Papeete statuant en la forme des référés, à la demande soit du liquidateur lui-même, soit d'un ou de plusieurs associés ou de leurs ayants droit, soit du président du conseil régional de l'ordre des architectes en Polynésie française.

Art. 61.— Le liquidateur représente la société pendant la durée de la liquidation de celle-ci.

Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, régler le passif, rembourser aux associés ou à leurs ayants droit le montant de leur apport et répartir entre eux, conformément aux dispositions des statuts, l'actif net résultant de la liquidation.

Les pouvoirs du liquidateur peuvent être précisés par la décision judiciaire ou la décision des associés qui l'a nommé.

La rémunération du liquidateur est fixée par la décision qui le nomme. Elle peut consister en une quote-part des produits nets de la société au cours de la période de liquidation.

Art. 62.— Le liquidateur convoque les associés ou leurs ayants droit réunis en assemblée, dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice, pour leur rendre compte de la gestion des affaires sociales.

Il les convoque aussi en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, se faire délivrer quitus et constater la clôture de la liquidation.

L'assemblée de clôture statue aux conditions prévues pour l'approbation des comptes de chaque exercice. Si elle ne peut délibérer ou refuse d'approuver les comptes du liquidateur, le tribunal de première instance de Papeete statue à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

Art. 63.— En cas de dissolution d'une société qui adopte les statuts de société coopérative d'architecture, l'assemblée désigne l'organisme auquel est dévolu l'actif net à moins que les statuts n'excluent l'application de cette disposition.

Art. 64.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-104 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 de l'Etablissement d'achats groupés.

NOR : ACG0001225DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1167 CM du 29 août 2000 soumettant un projet de délibération à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 94-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Etablissement d'achats groupés pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *cinq cent quatre-vingt-six millions cinq cent soixante-douze mille huit cent quarante-huit francs* (586.572.848 F CFP) se décomposant :

1° section de fonctionnement	581.491.953 F CFP
2° section capital	5.080.895 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Etablissement d'achats groupés pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *cinq cent soixante et onze millions huit cent vingt-deux mille huit cent cinquante-cinq francs* (571.822.855 F CFP) se décomposant :

1° section de fonctionnement	564.142.543 F CFP
2° section capital	7.680.312 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier de l'Etablissement d'achats groupés pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section 1	Section 2	Total
Recettes	581.491.953	5.080.895	586.572.848
Dépenses	564.142.543	7.680.312	571.822.855
Résultat positif	17.349.410		

Art. 4.— Le résultat définitif de l'article 3 est affecté au compte de la classe 1 : Compte 110 "Report à nouveau" : 17.349.410 F CFP.

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-105 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 de l'Ecole normale mixte de la Polynésie française.

NOR : ENO0001583DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 79-9 du 19 janvier 1979 modifiée portant création d'une Ecole normale mixte de la Polynésie française et fixant les règles de son fonctionnement ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF/CP du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 18 septembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 95-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Ecole normale mixte de la Polynésie française pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *soixante et un millions sept cent quatre-vingt-trois mille quatre-vingt-seize francs* (61.783.096 F CFP) se décomposant comme suit :

1° section de fonctionnement	57.333.384 F CFP
2° section d'investissement	4.449.712 F CFP
Total général	61.783.096 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Ecole normale mixte de la Polynésie française pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *soixante millions cent quatre-vingt-six mille neuf cent soixante-deux francs* (60.186.962 F CFP) se décomposant comme suit :

1° section de fonctionnement	54.347.550 F CFP
2° section d'investissement	5.839.412 F CFP
Total général	60.186.962 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier de l'Ecole normale mixte de la Polynésie française pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	61.783.096 F CFP
- dépenses	60.186.962 F CFP
- augmentation du fonds de roulement	1.596.134 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- service général de l'Ecole normale	2.252.973 F CFP
- services spéciaux des écoles annexes	732.861 F CFP
- différence des opérations en capital	- 1.389.700 F CFP
- soit un total de	+ 1.596.134 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-106 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 et affectation des résultats du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.).

NOR : RDP0001771DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du Territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 83-120 du 28 juillet 1983 portant création d'un Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques, modifiée par la délibération n° 97-189 APF du 2 octobre 1997 ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la décision n° 1688 CG du 7 décembre 1983 relative à l'organisation et au fonctionnement du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.), ensemble les textes qui l'ont modifiée et notamment l'arrêté n° 1437 CM du 22 décembre 1997 ;

Vu l'arrêté n° 1603 CM du 21 novembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 96-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de 49.344.556 F CFP (*quarante-neuf millions trois cent quarante-quatre mille cinq cent cinquante-six francs CFP*) :

- section de fonctionnement	40.687.617 F CFP
- section d'investissement	<u>8.656.939 F CFP</u>
Total général	49.344.556 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de 43.677.290 F CFP (*quarante-trois millions six cent soixante-dix-sept mille deux cent quatre-vingt-dix francs CFP*) :

- section de fonctionnement	33.041.889 F CFP
- section d'investissement	<u>10.635.401 F CFP</u>
Total général	43.677.290 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	49.344.556 F CFP
- dépenses	43.677.290 F CFP
- résultat	+ 5.667.266 F CFP

Art. 4.— Le résultat créditeur de fonctionnement de l'exercice 1999 :

- recettes	40.687.617 F CFP
- dépenses	33.041.889 F CFP
- résultat	+ 7.645.728 F CFP

d'un montant de 7.645.728 F CFP (*sept millions six cent quarante-cinq mille sept cent vingt-huit francs CFP*) est affecté au compte 110 "Report à nouveau".

Art. 5.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-107 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1997 du collège de Papara.

NOR : SES9901517DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1078 CM du 2 août 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 97-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Papara pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-sept millions cent trente et un mille six cent cinquante-quatre francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	83.529.006 F CFP
2° section d'investissement	<u>3.602.648 F CFP</u>
Total général	87.131.654 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Papara pour l'exercice 1997 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-six millions deux cent vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-quinze francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	79.078.785 F CFP
2° section d'investissement	<u>7.150.510 F CFP</u>
Total général	86.229.295 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Papara pour l'exercice 1997 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	87.131.654 F CFP
- dépenses	86.229.295 F CFP
- excédent	902.359 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	566.011 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	3.884.210 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 3.547.862 F CFP</u>
- soit un total de	902.359 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-108 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Papara.

NOR : SES0001140DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1633 CM du 29 novembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 98-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Papara pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-quatorze millions trois cent quatre-vingt-sept mille neuf cent soixante-sept francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	91.426.731 F CFP
2° section d'investissement	<u>2.961.236 F CFP</u>
Total général	94.387.967 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Papara pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *quatre-vingt-quinze millions cent cinquante-deux mille deux cent dix-sept francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	91.492.996 F CFP
2° section d'investissement	<u>3.659.221 F CFP</u>
Total général	95.152.217 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Papara pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	94.387.967 F CFP
- dépenses	95.152.217 F CFP
- déficit	- 764.250 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	- 463.961 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	397.696 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 697.985 F CFP</u>
- soit un total de	- 764.250 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-109 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Paea.

NOR : SES0000938DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1153 CM du 29 août 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 99-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Paea pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *soixante-deux millions huit cent quarante-huit mille deux cent quarante-sept francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	62.057.842 F CFP
2° section d'investissement	<u>790.405 F CFP</u>
Total général	62.848.247 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Paea pour l'exercice 1998 est arrêté à

la somme de *soixante millions deux cent soixante-trois mille quatre-vingt-dix-neuf francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	58.775.329 F CFP
2° section d'investissement	<u>1.487.770 F CFP</u>
Total général	60.263.099 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Paea pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	62.848.247 F CFP
- dépenses	60.263.099 F CFP
- excédent	<u>2.585.148 F CFP</u>

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	- 703.428 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	3.985.941 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 697.365 F CFP</u>
- soit un total de	2.585.148 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-110 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 du collège de Paea.

NOR : SES0001542DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 382 CM du 22 mars 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 99-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Paea pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *cinquante-cinq millions quarante et un mille cent quinze francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	55.010.480 F CFP
2° section d'investissement	<u>30.635 F CFP</u>
Total général	55.041.115 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Paea pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *cinquante-trois millions sept cent six mille soixante-dix-sept francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	52.377.077 F CFP
2° section d'investissement	<u>1.329.000 F CFP</u>
Total général	53.706.077 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Paea pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	55.041.115 F CFP
- dépenses	53.706.077 F CFP
- excédent	<u>1.335.038 F CFP</u>

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	939.418 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	1.693.985 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 1.298.365 F CFP</u>
- soit un total de	1.335.038 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-111 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du lycée polyvalent de Taravao.

NOR : SES0001014DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1165 CM du 29 août 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation des conseillers territoriaux en séance ;

Vu le rapport n° 100-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du lycée polyvalent de Taravao pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent quatre-vingt-quatorze millions trois cent dix mille cent cinquante-neuf francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	187.644.556 F CFP
2° section d'investissement	<u>6.665.603 F CFP</u>
Total général	194.310.159 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du lycée polyvalent de Taravao pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent quatre-vingt-quatre millions cent trente-neuf mille deux cent quinze francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	175.952.192 F CFP
2° section d'investissement	<u>8.187.023 F CFP</u>
Total général	184.139.215 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du lycée polyvalent de Taravao pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	194.310.159 F CFP
- dépenses	184.139.215 F CFP
- excédent	10.170.944 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	6.086.669 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	5.605.695 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 1.521.420 F CFP</u>
- soit un total de	10.170.944 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-112 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 du lycée polyvalent de Taravao.

NOR : SES02002030L

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 609 CM du 9 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 100-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du lycée polyvalent de Taravao pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *deux cent vingt millions cinq cent quatre-vingt-onze mille deux cent soixante francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	209.287.698 F CFP
2° section d'investissement	<u>11.303.562 F CFP</u>
Total général	220.591.260 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du lycée polyvalent de Taravao pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *deux cent onze millions neuf cent soixante et onze mille sept cent trente-huit francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	189.582.715 F CFP
2° section d'investissement	<u>22.389.023 F CFP</u>
Total général	211.971.738 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du lycée polyvalent de Taravao pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	220.591.260 F CFP
- dépenses	211.971.738 F CFP
- excédent	8.619.522 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	4.505.494 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	15.199.489 F CFP
- différence des opérations en capital	- 11.085.461 F CFP
- soit un total de	8.619.522 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-113 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Rangiroa.

NOR : SES0001149DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1294 CM du 11 septembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 101-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Rangiroa pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent quarante-cinq millions quarante-quatre mille cent trente-sept francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	130.638.751 F CFP
2° section d'investissement	14.405.386 F CFP
Total général	145.044.137 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Rangiroa pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent trente-huit millions sept mille soixante-six francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	121.875.750 F CFP
2° section d'investissement	16.131.316 F CFP
Total général	138.007.066 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Rangiroa pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	145.044.137 F CFP
- dépenses	138.007.066 F CFP
- excédent	7.037.071 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	- 1.810.186 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	10.573.187 F CFP
- différence des opérations en capital	- 1.725.930 F CFP
- soit un total de	7.037.071 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-114 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Rurutu.

NOR : SES0001026DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1297 CM du 11 septembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 102-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Rurutu pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cinquante-huit millions deux cent cinquante-neuf mille neuf cent vingt-quatre francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	50.920.466 F CFP
2° section d'investissement	<u>7.339.458 F CFP</u>
Total général	58.259.924 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Rurutu pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *soixante millions quatre cent soixante-dix-huit mille cent quarante et un francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	52.625.641 F CFP
2° section d'investissement	<u>7.852.500 F CFP</u>
Total général	60.478.141 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Rurutu pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	58.259.924 F CFP
- dépenses	60.478.141 F CFP
- déficit	- 2.218.217 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	- 221.993 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	- 1.483.182 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 513.042 F CFP</u>
- soit un total de	- 2.218.217 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-115 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Taaone.

NOR : SES00011520L

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1300 CM du 11 septembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 103-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Taaone pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *soixante-quatre millions sept cent dix-sept mille sept cent cinquante-neuf francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	63.067.839 F CFP
2° section d'investissement	<u>1.649.920 F CFP</u>
Total général	64.717.759 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Taaone pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *soixante-quatre millions neuf cent quarante-trois mille huit cent cinquante et un francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	63.217.589 F CFP
2° section d'investissement	<u>1.726.262 F CFP</u>
Total général	64.943.851 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Taaone pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	64.717.759 F CFP
- dépenses	64.943.851 F CFP
- déficit	- 226.092 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	- 355.773 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	206.023 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 76.342 F CFP</u>
- soit un total de	- 226.092 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-116 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 du collège de Taaone.

NOR : SES01001650L

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la Direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 379 CM du 22 mars 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 103-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Taaone pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *soixante-trois millions cinq cent deux mille deux cent trente-cinq francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	61.150.258 F CFP
2° section d'investissement	<u>2.351.977 F CFP</u>
Total général	63.502.235 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Taaone pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *soixante-quatre millions neuf cent quatre-vingt-six mille treize francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	61.456.196 F CFP
2° section d'investissement	<u>3.529.817 F CFP</u>
Total général	64.986.013 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Taaone pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	63.502.235 F CFP
- dépenses	64.986.013 F CFP
- déficit	- 1.483.778 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	- 371.850 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	65.912 F CFP
- différence des opérations en capital	<u>- 1.177.840 F CFP</u>
- soit un total de	- 1.483.778 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-117 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Mahina.

NOR : SES0000648DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1306 CM du 12 septembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 104-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Mahina pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *deux cent un millions quatre cent vingt mille quatre cent quinze francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	144.155.231 F CFP
2° section d'investissement	<u>57.265.184 F CFP</u>
Total général	201.420.415 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Mahina pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *deux cent trois millions cent neuf mille sept cent soixante-douze francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	144.333.467 F CFP
2° section d'investissement	<u>58.776.305 F CFP</u>
Total général	203.109.772 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Mahina pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	201.420.415 F CFP
- dépenses	203.109.772 F CFP
- déficit	- 1.689.357 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	- 6.205.262 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	6.027.026 F CFP
- différence des opérations en capital	- 1.511.121 F CFP
- soit un total de	- 1.689.357 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-118 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Punaauia.

NOR : SES0001143DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1636 CM du 29 novembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 105-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Punaauia pour l'exercice 1998 est

arrêté à la somme de cent vingt millions neuf cent quatre-vingt-sept mille huit cent dix-neuf francs CFP se décomposant :

1° section de fonctionnement	118.969.299 F CFP
2° section d'investissement	2.018.520 F CFP
Total général	120.987.819 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Punaauia pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de quatre-vingt-dix-sept millions cinq cent quatre-vingt-dix mille trois cent trois francs CFP se décomposant :

1° section de fonctionnement	93.603.502 F CFP
2° section d'investissement	3.986.801 F CFP
Total général	97.590.303 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Punaauia pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	120.987.819 F CFP
- dépenses	97.590.303 F CFP
- excédent	23.397.516 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	1.330.512 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	24.035.285 F CFP
- différence des opérations en capital	- 1.968.281 F CFP
- soit un total de	23.397.516 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

DELIBERATION n° 2001-119 APF du 9 août 2001 portant approbation du compte financier 1998 du collège de Taravao.

NOR : SES0001533DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 11 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 921-2001 Pr.APF/CP du 30 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 106-2001 du 9 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 9 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Taravao pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent quarante-sept millions neuf cent quatre-vingt-dix mille six cent soixante-huit francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	130.995.795 F CFP
2° section d'investissement	17.003.873 F CFP
Total général	147.999.668 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Taravao pour l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *cent quarante-six millions vingt mille quatre cent quatre-vingt-cinq francs CFP* se décomposant :

1° section de fonctionnement	125.040.805 F CFP
2° section d'investissement	20.979.680 F CFP
Total général	146.020.485 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Taravao pour l'exercice 1998 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes	147.999.668 F CFP
- dépenses	146.020.485 F CFP
- excédent	1.979.183 F CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

- compte 106.81 - réserves Etablissement	1.221.310 F CFP
- compte 106.84 - réserves services spéciaux	4.733.680 F CFP
- différence des opérations en capital	- 3.975.807 F CFP
- soit un total de	1.979.183 F CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président de séance,
Béatrice VERNAUDON.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

AVENANT n° 1 à la convention n° 01-2002 du 30 juillet 2001 de délégation de service public relative aux liaisons aériennes internationales au départ et à destination de la Polynésie française.

Entre les soussignés :

Le présent avenant est conclu entre :

- La Polynésie française, représentée par M. Gaston Flosse, Président du gouvernement de la Polynésie française, dûment habilité par l'arrêté n° 1048 CM du 10 août 2001 ;
- Tahiti Nui Manureva, établissement public administratif, représenté par Mme Liza Chan, directeur, dûment habilitée par la délibération du conseil d'administration n° 05-2001 TNM du 10 août 2001, ci-après désigné "l'établissement",

Et :

- Air Tahiti Nui, représentée par M. Nelson Levy, président-directeur général, dûment habilité par la délibération du conseil d'administration du 9 août 2001, ci-après désignée "le transporteur",

Il a été convenu ce qui suit :

Les articles 2, 5.1, 5.2, 5.3.2, 5.3.3 et 7 de la convention sont modifiés comme suit :

Art. 2.— Les deux premiers alinéas de l'article 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

"Sous réserve des clauses de résiliation prévues dans le présent document, la convention est valable 15 ans, à compter du 1er août 2001.

En cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 7 de la présente convention, ainsi qu'à l'échéance du terme contractuel, le transporteur conserve la responsabilité des opérations effectuées pendant la période de validité de la convention."

Art. 5.1.— Le troisième alinéa de l'article 5.1 est remplacé par l'alinéa suivant :

"A l'issue du plan à moyen terme, le transporteur et l'établissement soumettront à la Polynésie française s'ils le jugent bon, un nouveau plan pluriannuel afin de fixer, le cas échéant et selon le même procédé, les nouveaux engagements du transporteur."

Le dernier alinéa de l'article 5.1 est abrogé.

Art. 5.2.— L'avant-dernier alinéa de l'article 5.2 est remplacé par l'alinéa suivant :

"En tout état de cause, le montant des compensations financières ne pourra dépasser 60 % des charges du transporteur définies ci-dessus et dans l'annexe 2 au titre de l'exercice 2001, 50 % au titre de l'exercice 2002 et 40 % au titre des exercices suivants."

Art. 5.3.2.— L'article 5.3.2 est remplacé par l'article suivant :

“Conformément aux dispositions de l'article 5.2, le transporteur s'engage sur un montant d'investissements déterminé à partir d'hypothèses fixées en annexe 2 et notamment de cours des devises. Ces hypothèses sont validées par l'établissement.

A ce titre, l'établissement supporte seul la totalité de l'impact (qui peut être positif ou négatif) de la variation du cours des devises sur le montant des investissements liés à l'activité de service public.

Le transporteur établit et transmet à l'établissement, au plus tard cinq mois après la clôture de chaque exercice, la liste des investissements initialement prévus qui ont été effectivement réalisés ainsi que les cours de devises qui ont été supportés par le transporteur à l'occasion de ces investissements.

La liste des investissements réalisés doit être visée par l'expert-comptable du transporteur qui en atteste l'exactitude.

Après accord de l'établissement, le montant de la subvention d'investissement effectivement due au titre de l'exercice passé est recalculé à partir des investissements qui ont été réalisés.

Le transporteur est tenu, après détermination du montant de la subvention d'investissement qui lui est effectivement due sur la période d'exécution de son service, de rembourser, le cas échéant, les sommes qui auraient été trop perçues.

En cas de résiliation de la convention par le délégant au cours d'un exercice, la subvention d'investissement versée est acquise au transporteur.”

Art. 5.3.3.— L'article 5.3.3 est remplacé par l'article suivant :

“Conformément aux dispositions de l'article 5.2, le transporteur s'engage sur un montant d'avances déterminé à partir d'hypothèses fixées en annexe 2 et notamment de cours des devises. Ces hypothèses sont validées par l'établissement.

A ce titre, l'établissement supporte seul la totalité de l'impact (qui peut être positif ou négatif) de la variation du cours des devises sur le montant de ces avances liées à l'activité de service public.

Le transporteur établit et transmet à l'établissement, au plus tard cinq mois après la clôture de chaque exercice, la liste des avances aux fournisseurs qu'il a effectivement réalisées au cours de l'exercice conformément aux dispositions de l'article 5.2 ainsi que les cours de devises qui ont été supportés par le transporteur à l'occasion de ces avances.

La liste des avances aux fournisseurs doit être visée par l'expert-comptable du transporteur qui en atteste l'exactitude.

Après accord de l'établissement, le montant des avances aux fournisseurs effectivement prises en charges par l'établissement est recalculé à partir de cette liste.

Le transporteur est tenu de rembourser, le cas échéant, les sommes qui auraient été trop perçues.

En cas de résiliation de la convention ou à son terme, le transporteur est tenu de rembourser la totalité des avances versées par l'établissement.”

Art. 7.— Le premier alinéa de l'article 7 est abrogé.

Annexes : Les annexes de la convention sont remplacées par trois nouvelles annexes.

Fait à Papeete, le 21 août 2001.
(en 3 exemplaires originaux)

Pour la Polynésie française :
Le Président du gouvernement,
Gaston FLOSSE.

Pour Tahiti Nui Manureva :
Le directeur,
Liza CHAN.

Pour Air Tahiti Nui :
Le président-directeur général,
Nelson LEVY.

ANNEXE 1 à la convention n° 01-2002 du 30 juillet 2001

Obligations de service public sur des services aériens réguliers au départ et à destination de la Polynésie française

Conformément à la délibération n° 2001-83 APF du 9 juillet 2001 portant reconnaissance du caractère de service public des liaisons aériennes internationales à partir de la Polynésie française, les obligations de service public ci-après sont définies en termes de :

- nombre de fréquences minimales ;
- de type d'appareil utilisé ;
- de capacités offertes ;
- de jours d'exploitations et d'horaires ;
- de tarifs ;
- et de continuité de service public.

1 - *Obligations générales de service public*

1.1 - *Type d'aéronef*

Les services aériens doivent être exploités au moyen d'aéronef de type Airbus A340.

1.2 - *Capacité offerte*

La capacité offerte de base doit être au minimum de 242 sièges en classe économique et 24 sièges en classe affaires.

1.3 - *Continuité de service*

Sauf cas de force majeure, le nombre de vols annulés pour des raisons directement imputables au transporteur ne doit pas excéder, par saison aéronautique I.A.T.A., 10 % des vols prévus dans le programme d'exploitation.

1.4 - *Clauses tarifaires*

Le transporteur s'engage à soumettre ses tarifs à l'agrément de l'établissement.

1.5 - *Clauses tarifaires particulières*

Le transporteur offre des tarifs préférentiels en faveur des étudiants de la Polynésie française effectuant leurs études dans une université extérieure et notamment sur les trajets entre le pays où se déroulent leurs études et Papeete.

Ces tarifs feront l'objet d'une annexe définie ultérieurement et agréée par les parties.

Le transporteur s'engage à effectuer les évacuations sanitaires qui lui seront demandées.

2 - *Liaisons aériennes de service public*

2.1 - *Papeete / France (Paris)*

2.1.1 - *Fréquences de base*

i. Au minimum, 2 fréquences hebdomadaires aller et retour en période de basse saison et 3 fréquences hebdomadaires aller et retour en période de haute saison ;

ii. Au maximum, 3 fréquences hebdomadaires aller et retour en période de basse saison et 5 fréquences hebdomadaires aller et retour en période de haute saison.

2.1.2 - *Saisonnalité*

La saisonnalité est celle de l'I.A.T.A.

2.1.3 - *Jours d'opérations et horaires*

Les jours et horaires d'opérations sont fixés en fonction :

- de l'adéquation de l'offre de transport à la demande touristique ;
- des autorisations des autorités de Papeete, Los Angeles et Paris ;
- des contraintes techniques liées à l'exploitation de l'aéronef.

2.2 - *Papeete / Etats-Unis (Los Angeles)*

2.2.1 - *Fréquences de base*

i. Au minimum, 2 fréquences hebdomadaires aller et retour en période de basse saison et 3 fréquences hebdomadaires aller et retour en période de haute saison ;

ii. Au maximum, 3 fréquences hebdomadaires aller et retour en période de basse saison et 5 fréquences hebdomadaires aller et retour en période de haute saison.

2.2.2 - *Saisonnalité*

La saisonnalité est celle de l'I.A.T.A.

2.3 - *Papeete / Japon (Tokyo et Osaka)*

2.3.1 - *Fréquences de base*

i. Jusqu'à l'obtention de nouveaux créneaux horaires d'atterrissage, 2 fréquences hebdomadaires aller et retour ;

ii. Après l'obtention de nouveaux créneaux horaires d'atterrissage, au minimum 2 fréquences hebdomadaires et au maximum 4 fréquences hebdomadaires aller et retour.

2.4 - *Papeete / Nouvelle-Zélande (Auckland)*

2.4.1 - *Fréquences de base*

1 fréquence hebdomadaire aller et retour.

3 - *Respect des obligations de service public*

Si pour des raisons opérationnelles et afin de maintenir la continuité du service public, le transporteur ne peut pas respecter temporairement les obligations définies ci-dessus, il en informera l'établissement.

ANNEXE 2

à la convention n° 01-2002 du 30 juillet 2001

Compensations financières au titre de l'exercice 2001

Conformément à l'article 5.2 de la convention, le budget prévisionnel du transporteur pour l'exercice 2001 est estimé sur la base des hypothèses de taux de change des devises et de prix du carburant suivantes :

- Devises :	Dollars	135,00 F CFP
	Yen	1,10 F CFP
	Dollar NZ	55,00 F CFP
- Prix du carburant :	Papeete	153 F CFP
	Los Angeles	108 F CFP
	Tokyo	136 F CFP
	Osaka	143 F CFP
	Auckland	127 F CFP
	Paris	136 F CFP

Conformément aux articles 2 et 5.2 de la convention, les compensations financières au titre de l'exercice 2001 sont arrêtées à la somme de 2.094.307.000 F CFP (*deux milliards quatre-vingt-quatorze millions trois cent sept mille francs CFP*) et se composent de :

- Une subvention d'exploitation arrêtée à la somme de 196.807.000 F CFP (*cent quatre-vingt-seize millions huit cent sept mille francs CFP*) ;
- Une subvention d'investissement arrêtée à la somme de 466.500.000 F CFP (*quatre cent soixante-six millions cinq cent mille francs CFP*) ;
- Des avances arrêtées à la somme de 1.431.000.000 F CFP (*un milliard quatre cent trente et un millions de francs CFP*).

Conformément à l'article 5.4 de la convention, les compensations financières au titre de l'exercice 2001 seront versées selon l'échéancier suivant :

- 77 % en août 2001, soit la somme de 1.612.616.000 F CFP (*un milliard six cent douze millions six cent seize mille francs CFP*) ;

- 13 % avant le 10 septembre 2001, soit la somme de 272.260.000 F CFP (*deux cent soixante-douze millions deux cent soixante mille francs CFP*) ;
- 10 % en novembre, soit la somme de 209.431.000 F CFP (*deux cent neuf millions quatre cent trente et un mille francs CFP*).

Fait à Papeete, le 21 août 2001.
(en 3 exemplaires originaux)

Pour la Polynésie française :
Le Président du gouvernement,
Gaston FLOSSE.

Pour Tahiti Nui Manureva :
Le directeur,
Liza CHAN.

Pour Air Tahiti Nui :
Le président-directeur général,
Nelson LEVY.

ARRETE n° 1052 CM du 10 août 2001 portant création du bureau de dédouanement de Papeete-port par fusion des bureaux de douane de Moruroa, Hao et Papeete-port.

NOR : ODI0101225AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée portant réglementation du service des douanes de Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 8 août 2001,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er septembre 2001, il est établi un bureau de dédouanement unique dénommé "Papeete-port" par fusion des bureaux de douane de Moruroa, Hao et Papeete-port.

Art. 2.— Ce bureau est compétent pour l'ensemble des opérations de dédouanement antérieurement traitées par les bureaux regroupés.

Art. 3.— Les heures d'ouverture au public de ce bureau sont fixées comme suit, du lundi au vendredi inclus (non compris les jours fériés et chômés) : de 7 heures à 15 h 30 sans interruption.

Art. 4.— L'annexe postale de ce bureau fonctionne suivant les horaires fixés par l'Office des postes.

Art. 5.— Les arrêtés n° 718 D du 21 mars 1964 et n° 479 D du 2 février 1977 sont abrogés.

Art. 6.— Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2001.
Pour le Président absent :
Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :
Le ministre de l'économie
et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 1055 CM du 10 août 2001 déclarant d'utilité publique la réalisation de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu et déclarant cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à cette opération.

NOR : SED0101182AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des ports,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'expropriation étendu et adapté dans le territoire de la Polynésie française par la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 et le décret n° 95-323 du 23 mars 1995 et la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 ;

Vu l'arrêté n° 336 CM du 14 mars 2001 ordonnant l'ouverture des enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire concernant le projet de réalisation de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu ;

Vu les rapports favorables du commissaire enquêteur en date du 9 juillet 2001 relatifs à l'utilité publique du projet de réalisation de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu et à la cessibilité des parcelles de terre concernées ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 8 août 2001,

Arrête :

Article 1er.— Est déclarée d'utilité publique la réalisation de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu.

Art. 2.— La présente déclaration est prise pour une durée de cinq années à compter de ce jour.

Art. 3.— Sont déclarées cessibles immédiatement les parcelles de terre énumérées au tableau ci-après et nécessaires à la réalisation de l'aérodrome de Aratika dans l'archipel des Tuamotu :

N° de plan	Nom de la terre	Nom des propriétaires relevés à la matrice des rôles	Surface totale de la terre en m ²	Emprise en m ²
1	Tanupara	Société Aratika Perles	23.479	19.921
2	Takameakorari + Tanupara	Ayants droit de Timoteo Tehau à Tepaha	45.168	35.898
3	Paparoa	Société Aratika Perles	385.808	302.143
4	Paparoa	Ayants droit de Tepeva à Tepeva, soit Tiraha Toru à Tutae à Ori	27.409	24.862
5	Paparoa Vaehaa I Paparoa	Ayants droit de Fariua à Ngarue	106.253	96.387
7	Fakahaga	Ayants droit de Fariua à Ngarue	38.274	34.415
8	Fakahaga ou Fakahanga	Ayants droit de Kaoko à Tehara et Kaha Tumataio à Tetauru	39.365	37.231
9	Tevahoamihira	Ayants droit de Parua à Parua	55.134	50.625
10	Tevahoamihira	Ayants droit de Fariua à Ngarue	49.456	44.610
11	Kaminoa (partie)	Ayants droit de Fariua à Ngarue	46.447	44.765

Art. 4.— Est autorisée l'acquisition, soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique en vertu du code de l'expropriation applicable en Polynésie française des parcelles de terre énumérées au tableau défini à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie et des finances, le ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres, et le ministre de l'équipement et des ports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*
Georges PUCHON.

*Le ministre des affaires foncières,
du domaine, de la valorisation
et de la redistribution des terres,*
Gaston TONG SANG.

Pour le ministre de l'équipement
et des ports absent :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*
Georges PUCHON.

ARRETE n° 1057 CM du 10 août 2001 portant modification de l'arrêté n° 395 CM du 1er avril 1998 déterminant les emplois pouvant prétendre à une indemnité de sujétions spéciales.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-153 APF du 13 août 1997 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à certains personnels de l'administration territoriale, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté n° 395 CM du 1er avril 1998 déterminant les emplois pouvant prétendre à une indemnité de sujétions spéciales ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 8 août 2001,

Arrête :

Article 1er.— Il est ajouté à l'article 1er de l'arrêté n° 395 CM du 1er avril 1998 susvisé un dernier alinéa ainsi conçu :

Service du Groupement d'interventions de la Polynésie :

- Responsable du bureau chargé des opérations de gardiennage ;
- Responsable du bureau chargé de l'entretien des domaines territoriaux (places publiques).

Art. 2.— Il est ajouté à l'article 2 de l'arrêté n° 395 CM du 1er avril 1998 susvisé un dernier alinéa ainsi conçu :

Service du Groupement d'interventions de la Polynésie :

- Responsable du bureau chargé des opérations de gardiennage
montant plafond : groupe 17 ;
- Responsable du bureau chargé de l'entretien des domaines territoriaux (places publiques)
montant plafond : groupe 17.

Art. 3.— Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre du travail, du dialogue social,
de la fonction publique,
de la rénovation de l'administration
et de la déconcentration administrative,
Armelle MERCERON.

ARRETE n° 1062 CM du 13 août 2001 complétant la desserte du navire Saint-Xavier-Maris-Stella III exploité par la Société de navigation des Tuamotu.

NOR : TMA0101223AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

.....
Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 1621 CM du 24 novembre 2000 portant octroi d'une licence d'armateur à la Société de navigation des Tuamotu pour l'exploitation du navire Saint-Xavier-Maris-Stella III sur la desserte maritime régulière des Tuamotu-Ouest, en remplacement du Saint-Xavier-Maris-Stella, est complété ainsi qu'il suit :

"L'atoll de Makatea est ajouté à la desserte et au périple général du navire Saint-Xavier-Maris-Stella III.

La desserte de Makatea s'effectue au minimum 10 fois par an à l'aller et 10 fois par an au retour dans le sens Makatea - Tahiti.

Cette extension de desserte est accordée pour une durée d'un an à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française."

Art. 2.— L'activité de transport se fait aux risques et périls de l'armateur, la Polynésie française déclinant toute responsabilité en cas de déficit d'exploitation.

Art. 3.— Le ministre des transports et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 13 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre des transports
et de l'énergie,
Bruno SANDRAS.

ARRETE n° 1063 CM du 13 août 2001 portant modification de la desserte du navire Mareva Nui exploité par l'E.U.R.L. Transport maritime des Tuamotu de l'Ouest.

NOR : TMA0101225AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

.....
Arrête :

Article 1er.— L'article 3, alinéa 2, tiret 2 de l'arrêté n° 876 CM du 1er juillet 1998 portant octroi d'une licence d'armateur à l'E.U.R.L. Transport maritime des Tuamotu de l'Ouest (T.M.T.O.) pour l'exploitation du navire Mareva Nui sur la desserte maritime régulière des Tuamotu de l'Ouest, est modifié ainsi qu'il suit :

"8 touchées annuelles sur les atolls de Aratika et Toau. Makatea est desservi au minimum 10 fois par an à l'aller et 10 fois minimum au retour dans le sens Makatea - Tahiti.

Cette modification est soumise aux conditions prévues par l'arrêté n° 876 CM du 1er juillet 1998 susvisé, et notamment à son article 4."

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le ministre des transports et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 13 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre des transports
et de l'énergie,
Bruno SANDRAS.

ARRETE n° 1067 CM du 14 août 2001 portant modification de l'arrêté n° 616 CM du 26 juin 1997 relatif aux hélisturfaces et aux hélistations privées (à usage privé ou à usage restreint).

NOR : TMA0101131AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et l'organisation de la direction du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté interministériel du 6 décembre 1961 fixant l'organisation de la direction du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 63-279 du 18 mars 1963 relatif au régime des aérodromes et aux servitudes aéronautiques dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 63-927 du 6 septembre 1963 relatif aux conditions de création, de mise en service, d'utilisation et de contrôle des aérodromes dans les territoires d'outre-mer promulgué par arrêté n° 2338 AA/AC du 19 septembre 1963 ;

Vu le décret n° 63-928 du 6 septembre 1963 relatif à l'atterrissage et au décollage des hélicoptères dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 616 CM du 26 juin 1997 modifié relatif aux conditions de création, d'ouverture, d'exploitation, de fermeture et de contrôle d'un aérodrome privé (à usage privé ou à usage restreint) ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'article 8 de l'arrêté n° 616 CM du 26 juin 1997 relatif aux hélisurfaces et aux hélistations privées (à usage privé ou à usage restreint) est abrogé et remplacé comme suit :

"Art. 8.— Les dispositions techniques, applicables pour l'aménagement des hélistations, relèvent du chapitre 13 "Aérodromes à caractéristiques spéciales" de l'instruction technique sur les aérodromes civils."

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement, le ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres, le ministre de l'équipement et des ports, le ministre des transports et de l'énergie, et le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre du logement,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,
et de l'humanisation de la ville,
Jean-Christophe BOUISSOU.

Pour le ministre des affaires foncières,
du domaine, de la valorisation
et de la redistribution des terres absent :

Le ministre de l'équipement
et des ports,
Jonas TAHUAITU.

Le ministre de l'équipement
et des ports,
Jonas TAHUAITU.

Le ministre des transports
et de l'énergie,
Bruno SANDRAS.

Le ministre du tourisme,
de l'environnement
et de la condition féminine,
Nicole BOUTEAU.

NOR : OPT0101236AC

Par arrêté n° 1050 CM du 10 août 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2001-38 OPT relative à l'offre de service "Tahiti Nui Satellite", adoptée par le conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications lors de sa séance du 23 juillet 2001.

Délibération n° 2001-38 OPT du 23 juillet 2001.

Article 1er.— Les offres de lancement des services T.N.S. contenues à l'annexe 2 de la délibération n° 2000-34 du 5 juin 2000 sont reconduites à compter du 15 août 2001 jusqu'au 30 septembre 2001.

NOR : SFP0101095AC

Par arrêté n° 1051 CM du 10 août 2001.— Conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié, il est autorisé à titre dérogatoire l'attribution d'une subvention d'investissement de *neuf millions six cent vingt-huit mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf francs pacifiques* (9.628.999 F CFP) à l'Agence tahitienne de presse.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, sous-chapitre 914, AP 167-2001 "subvention Agence tahitienne de presse", AAP 35-2001.

NOR : DD010101227AC

Par arrêté n° 1053 CM du 10 août 2001.— L'annexe de l'arrêté n° 518 CM du 23 avril 2001 portant approbation de la mise à jour au 1er janvier 2001 du code des douanes est abrogée.

NOR : AFD0101022AC

Par arrêté n° 1054 CM du 10 août 2001.— Le transfert d'une concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé, d'une superficie de 507 mètres carrés au droit d'une parcelle de la terre Tearaino et attenant à une concession définitive sise à Nunue, commune de Bora Bora (I.S.L.V.), est autorisé au profit de M. et Mme Jean-Noël et Nélia Tourneur, à compter du 10 novembre 1989.

Le renouvellement de la concession susvisée est accordé, à titre de régularisation, pour deux périodes de neuf années consécutives, à savoir :

- du 10 novembre 1989 au 9 novembre 1998 ;
- et du 10 novembre 1998 jusqu'au 9 novembre 2007.

Et tel que le tout figure sur le plan annexé à l'acte administratif des 26 mai et 1er juin 1981, enregistré à Papeete le 2 juin 1981, folio 59, bordereau 1633/2 et transcrit le 4 juin 1981, volume 1083, n° 19.

La présente autorisation est consentie sous les clauses et conditions stipulées au cahier des charges type d'occupation temporaire à charge de remblai.

En outre, le concessionnaire est tenu :

- d'établir et d'entretenir sur le remblai une servitude de passage public de 3 mètres de largeur, en front de mer, le long des ouvrages de protection ;
- d'édifier une clôture à la limite séparative du passage public décrit ci-dessus et du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif ;
- de faire son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard de tout recours contre la Polynésie française.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à *cinquante mille sept cents francs pacifiques* (50.700 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté du 28 février 1980.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : T770101235AC

Par arrêté n° 1056 CM du 10 août 2001.— Le présent arrêté a pour objet de fixer la composition de la commission consultative paritaire chargée de l'application et du contrôle des dispositions instituées par l'article 38 de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant réglementation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particularisé.

Sont désignés membres de la commission consultative paritaire :

Président de la commission :

- le ministre chargé des transports terrestres ou son représentant.

Représentant l'administration :

- le chef du service des transports terrestres ou son représentant ;
- le chef du service des aménagements et des activités touristiques ou son représentant ;
- le chef du service des affaires administratives ou son représentant ;
- un conseiller territorial désigné par l'assemblée de la Polynésie française ou son représentant ;
- un représentant des polices urbaines après autorisation du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- un représentant de la gendarmerie après autorisation du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- un maire désigné par le président du syndicat des communes de Polynésie française.

Représentant les professionnels :

Membres titulaires :

- M. Jack Bambridge de la confédération des syndicats d'entrepreneurs de taxis des îles du Vent ;
- M. Marc Pautehea de la confédération des syndicats d'entrepreneurs de taxis des îles du Vent ;
- M. Louis Teipo du syndicat "Force ouvrière" ;
- M. Iotefa Dana du syndicat "Force ouvrière" ;
- M. Walter Punuaaitua du syndicat des chauffeurs de taxis de Papeete ;
- M. Ah Loi Toreia du syndicat des chauffeurs de taxis de Tahiti-Faa'a ;
- M. Jean Tama de l'amicale des taxis boys de Papeete ;
- M. D'esli Grand-Pittman du syndicat de l'union des chauffeurs de taxis de Moorea.

Membres suppléants :

- M. Allen Parker, suppléant direct de M. Jack Bambridge de la confédération des syndicats d'entrepreneurs de taxis des îles du Vent ;
- M. Jean-Pierre Robson, suppléant direct de M. Marc Pautehea de la confédération des syndicats d'entrepreneurs de taxis des îles du Vent ;
- M. Rémy Tetiarahi, suppléant direct de M. Louis Teipo du syndicat "Force ouvrière" ;
- M. Charles Maufene, suppléant direct de M. Iotefa Dana du syndicat "Force ouvrière" ;
- M. Robert Colombel, suppléant direct de M. Walter Punuaaitua du syndicat des chauffeurs de taxis de Papeete ;
- M. Timona Tetuanui, suppléant direct de M. Ah Loi Toreia du syndicat des chauffeurs de taxis de Tahiti-Faa'a ;
- M. Armand Huaatua, suppléant direct de M. Jean Tama de l'amicale des taxis boys de Papeete ;
- Mme Marcelle Raparii, suppléante directe de M. D'esli Grand-Pittman du syndicat de l'union des chauffeurs de taxis de l'île de Moorea.

Ces personnes sont désignées pour une durée de deux (2) ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Toute disposition contraire et antérieure est abrogée.

NOR : T770101208AC

Par arrêté n° 1059 CM du 13 août 2001.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, réuni en sa séance du 2 mai 2001 :

- délibération n° 11-01 TFTN du 2 mai 2001 portant adoption du compte financier de l'exercice 2000 de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture ;
- délibération n° 12-01 TFTN du 2 mai 2001 portant affectation des résultats du compte financier de l'exercice 2000 de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

NOR : T770101208AC

Par arrêté n° 1060 CM du 13 août 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 13-01 TFTN du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, réuni en sa séance du 2 mai 2001, arrêtant le budget modifié en recettes et en dépenses, à la somme de :

- section de fonctionnement : 443.032.950 F CFP
- section d'investissement : 52.149.208 F CFP

NOR : CPS0101231AC

Par arrêté n° 1064 CM du 13 août 2001.— Sont nommés représentants de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de la Polynésie française au conseil d'administration du régime des non-salariés :

Titulaires : Jules Changues, Linda Tematua et Stéphane Chin Loy ;

Suppléants : Christine Temarii, Henri Hiu et France Rochette.

Les dispositions prévues par l'arrêté n° 273 CM du 2 mars 2001 relatives à la nomination des représentants de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de la Polynésie française au conseil d'administration du régime des non-salariés sont abrogées.

ERRATUM aux arrêtés n° 819 et n° 820 CM du 19 juin 2001 parus au J.O.P.F. n° 26 du 28 juin 2001, page 1602.

Au lieu de "Te Haere Maru IV", il convient de lire "Te Haere Maru V".

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

Par arrêté n° 1972 PR du 13 août 2001.— L'article 4 de l'arrêté n° 200 PR du 22 février 2000 accordant le concours financier du territoire à la commune de Papara pour la rénovation du réseau hydraulique 1998-2003 - 2e tranche de la 1re phase est remplacé comme suit :

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- *pour l'avance* : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ; tout acte attestant le droit de la commune sur les terrains concernés par l'opération subventionnée ;
- *pour les tranches intermédiaires* : un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- *pour le solde* : tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération ; un relevé visé par le trésorier des îles du Vent, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

La dépense définie à l'article 2 de l'arrêté n° 200 PR du 22 février 2000 est imputable au chapitre 912, opération 55-2000, article 130 du budget du territoire.

Les autres dispositions de l'arrêté n° 200 PR du 22 février demeurent sans changement.

Par arrêté n° 1973 PR du 14 août 2001.— Il est accordé à M. Jean-Jacques Henri Waterlot, RC 37.553 A, n° Tahiti 559.930, une subvention d'un million deux cent mille francs pacifiques (1.200.000 F CFP) pour la création d'un hébergement touristique à Vaitoare, Tahaa, dans le cadre du

dispositif incitatif en faveur des établissements d'hébergement chez l'habitant susvisé.

La dépense est imputable au budget du territoire, sous-chapitre de ventilation 914, opération 315-91, article 130, AAP 211-2000. La totalité de la somme sera versée en une fois sur le compte ouvert au nom de M. Jean-Jacques Henri Waterlot.

Le bénéficiaire dispose d'une période de douze mois à compter de la notification de la subvention pour réaliser la totalité de l'investissement prévu dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

VICE-PRESIDENCE, MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET DES POSTES

Par arrêté n° 3147 VP du 9 août 2001.— L'article 1er de l'arrêté n° 1637 MEF du 11 mai 2001 modifiant l'arrêté n° 7280 MEF du 29 novembre 2000 modifié établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "C.D.R." et du service conducteur d'opération sur les communes de Moorea, est remplacé par :

"Article 1er.— L'identité du service conducteur d'opération mentionnée pour le bénéficiaire Teniaro Adrien, Takarea est l'école primaire de Afareaitu".

MINISTERE DU LOGEMENT, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME, ET DE L'HUMANISATION DE LA VILLE

ARRETE n° 3186 MLA.AU du 13 août 2001 portant approbation du dossier après travaux du lotissement Atimaono 3 à Mataiea, commune de Teva I Uta, sur une parcelle de terre domaniale dépendant du domaine de Atimaono et cadastrée section AA, n° 47.

Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 641 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifiés relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté n° 969 CM du 23 juillet 2001 portant nomination de Mme Frédérique Terzan épouse Mermillod-Anselme en qualité de chef de service de l'urbanisme par intérim ;

Vu les arrêtés n° 2985 et n° 2986 MLA du 30 juillet 2001 portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme ;

Vu la demande de certificat de conformité présentée par M. Jean-Pierre Collonge pour le compte de l'Office polynésien de l'habitat en date du 20 avril 2001 et complétée le 1er août 2001 ;

Vu la réception des travaux d'infrastructures téléphoniques en date du 25 avril 2001 ;

Vu la réception du poteau d'incendie en date du 19 juillet 2001 ;

Vu l'avis du chef de service de l'urbanisme en date du 10 août 2001,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le dossier après travaux du lotissement Atimaono 3 sis à Mataiea, commune de Teva I Uta, sur une parcelle de terre domaniale dépendant du domaine de Atimaono, cadastrée section AA, n° 47, et composé comme suit :

- plan de bornage ;
- plan de récolement (assainissement - eaux pluviales) ;
- plan de récolement (réseaux divers) ;
- plan du réseau électrique ;
- plan de récolement de la voirie.

Art. 2.— Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Teva I Uta et du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 3.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 13 août 2001.
Pour le ministre et par délégation :
Le chef du service de l'urbanisme
par intérim,
F. MERMILLOD-ANSELME.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'ÉNERGIE

Par arrêté n° 3192 MTR du 13 août 2001.— Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 717 MTR du 28 février 2001 portant attribution d'une licence d'entrepreneur de taxi sont modifiées comme suit :

Remplacer "M. Teaniniuraitemoana Marona, né le 2 octobre 1947 à Uturoa" par "M. Teaniniuraitemoana Marona, né le 8 septembre 1927 à Hauino, Tahaa".

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 3193 MTR du 13 août 2001.— Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 718 MTR du 28 février 2001 portant attribution d'une licence d'entrepreneur de taxi sont modifiées comme suit :

Remplacer "M. Tehope Apia, né le 23 septembre 1954 à Papeete" par "M. Tehope Apia, né le 17 avril 1928 à Tevaitoa, Raiatea".

Le reste sans changement.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PUNAAUIA

DELIBERATION MUNICIPALE n° 31-2001 du 28 juin 2001 interdisant les animaux domestiques au sein des établissements scolaires communaux.

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu la loi n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer ;

En sa séance du 28 juin 2001 ;

Après en avoir délibéré,

Adopte :

Article 1er.— Les chiens et, d'une manière générale, les animaux domestiques dont le comportement est susceptible de causer des dégradations de toutes sortes ou une quelconque gêne sont interdits dans l'enceinte des écoles maternelles, primaires et du collège de la commune de Punaauia.

Art. 2.— Sont tolérés les animaux au sein des établissements scolaires de la commune dans le cadre d'un enseignement.

Art. 3.— La commune de Punaauia s'accorde tous les moyens à sa disposition pour faire respecter la présente délibération.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Punaauia, le 28 juin 2001.

*Le 1er adjoint
faisant fonction de maire,
Ronald TUMAHAI.*

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 6 août 2001.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

*Le chef de subdivision,
Marcel RENOUF.*

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 23 août au 5 septembre 2001 inclus)

CODE DEVISE PAYS	DEVICES	Cours en francs pacifiques
USD Etats-Unis d'Amérique.....	1 dollar U.S.	130,67
CHF Suisse.....	1 franc suisse	78,63
AUD Australie.....	1 dollar	69,60
HKD Hong Kong.....	1 dollar	16,76
SGD Singapour.....	1 dollar	74,32
NZD Nouvelle-Zélande.....	1 dollar	57,21
FJD Fidji.....	1 dollar	58,83
SEK Suède.....	1 couronne suédoise	12,62
CAD Canada.....	1 dollar canadien	84,58
NOK Norvège.....	1 couronne norvégienne	14,69
DKK Danemark.....	1 couronne danoise	16,02
JPY Japon.....	100 yens	108,20
GBP Grande-Bretagne.....	1 livre sterling	188,79
BEF Belgique.....	1 franc belge	2,95
ITL Italie.....	100 lires	6,16
DEM Allemagne.....	1 deutsche mark	61,01
NLG Pays-Bas.....	1 florin	54,15
ATS Autriche.....	1 schilling	8,67
ESP Espagne.....	1 peseta	0,71
PTE Portugal.....	1 escudo	0,59
EUR Euro.....	1 Euro	119,33

ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

AVIS n° 2-01 APF/PEL du 13 août 2001 de recrutement.

L'assemblée de la Polynésie française recrute :

1 chef de service (C.C.1)

Diplômes : Les candidats doivent être titulaires :

- d'une maîtrise en sciences de gestion, option finances, ou en économie, option économie d'entreprise ;
- ou d'un diplôme d'une grande école de commerce.

Profil : Ils devront justifier d'une expérience professionnelle et maîtriser impérativement les règles de comptabilité publiques. Il devra posséder une grande capacité de synthèse, de dialogue, d'écoute et un solide esprit d'équipe.

Rôle et attributions : Il prendra en charge le service des finances et de la comptabilité de l'assemblée de la Polynésie française. Ce service a notamment pour mission de gérer toute dépense de fonctionnement et d'investissement de l'assemblée.

Recrutement : Sur titre et entretien.

3 attachés d'administration (C.C.1)

1 - Attaché d'administration

Diplôme : Les candidats doivent être titulaires d'une licence en droit au minimum.

Profil : Maîtrise de la langue tahitienne. Disponibilité, sens du service public, de la négociation et des relations publiques.

Rôle et attributions : Assister le secrétaire général de l'assemblée de la Polynésie française pour la préparation et la tenue des séances et de manière générale pour toute question relative à la fonction délibérative de l'assemblée de la Polynésie française.

Recrutement : Sur titre et entretien

2 - Attaché d'administration

Diplôme : Les candidats doivent être titulaires d'une licence en droit au minimum.

Profil : Maîtrise de la réglementation du travail de Polynésie française. Une expérience professionnelle est souhaitée dans le secteur administratif et en gestion des ressources humaines. Il devra posséder une grande capacité de synthèse, de négociation, des relations publiques et un solide esprit d'équipe. Connaissance de la langue tahitienne souhaitée.

Fonction : Juriste.

Recrutement : Sur titre et entretien

3 - Attaché d'administration

Diplôme : Les candidats doivent être titulaires d'une licence en droit au minimum.

Profil : Une expérience en pratique du contentieux.

Fonction : Juriste.

Recrutement : Sur titre et entretien

5 secrétaires d'administration (C.C.2)

1 - Secrétaire d'administration

Diplôme : Les candidats doivent être titulaires d'un B.T.S. secrétaire de direction.

Profil : Maîtrise de l'outil informatique : Word, Excel. Disponibilité, sens du service public, esprit d'équipe.

Rôles et attributions : Tous travaux de secrétariat.

2 - Secrétaire d'administration

Diplôme : Les candidats doivent être titulaires du baccalauréat.

Profil : Parfaite maîtrise de la sténodactylographie. Qualités rédactionnelles requises. Maîtrise parfaite de la langue tahitienne. Maîtrise de l'outil informatique : Word, Excel. Disponibilité, sens du service public, esprit d'équipe.

Rôles et attributions : Procès-verbaux des séances de l'assemblée de la Polynésie française.

3 - Secrétaire d'administration

Diplôme : Les candidats doivent être titulaires d'un B.T.S. assistant de direction.

Profil : Connaissances juridiques et maîtrise de l'outil informatique et des logiciels Access et Visual Basic.

4- Secrétaire d'administration

Diplôme : Les candidats doivent être titulaires du baccalauréat S.T.T. ou en comptabilité-gestion.

Profil : Maîtrise de l'outil informatique : Word, Excel. Connaissance de Windows. Parfaite connaissance en dactylographie (clavier et vitesse).

Fonction : Agent chargé du secrétariat, de la gestion du patrimoine, de l'élaboration et du suivi des marchés publics.

5 - Secrétaire d'administration

Diplôme : Les candidats doivent être titulaires d'un B.T.S. en gestion-comptabilité.

Profil : Maîtrise des outils de bureautique de la suite Office 2000 (Excel, Word, Outlook, Visual Basic notamment) et de la dactylographie. Bonne connaissance de l'environnement Windows professionnel. Expérience en comptabilité publique souhaitée.

Fonctions : Travaux de secrétariat relatifs notamment à l'engagement, la liquidation, l'ordonnancement des traitements et indemnités du personnel et des conseillers territoriaux, l'administration de la caisse de retraite des élus, émission des ordres ou des titres de recettes.

1 informaticien (C.C.2)

Diplôme : Les candidats doivent être titulaires d'un baccalauréat + 2 en informatique de gestion.

Fonctions : Gestion internet et intranet, administration réseaux et bases de données.

2 mécaniciens (C.C.3)

Diplôme : Les candidats doivent être titulaires d'un B.E.P. mécanicien monteur.

Profil : Connaissances en tôlerie et peinture.

Fonctions : Maintenance du parc automobile de l'assemblée de la Polynésie française.

1 secrétaire (C.C.3)

Diplôme : Les candidats doivent être titulaires d'un D.N.B.

Profil : Maîtrise de l'outil informatique, notions de comptabilité.

Fonctions : Travaux de secrétariat.

Pour ces 13 postes, dépôt des candidatures :

Les dossiers de candidature (lettre de motivation manuscrite, photo d'identité, C.V. détaillé, copies des diplômes certifiées conformes, attestations d'expérience professionnelle et extrait du casier judiciaire n° 3) devront parvenir au plus tard le mercredi 22 août 2001 à 17 heures à l'adresse suivante : Service du personnel de l'assemblée de la

Polynésie française, B.P. 28 - 98.713 Papeete. Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date ne sera pas pris en considération. Les épreuves de sélection pour les candidats aux postes des 2e et 3e catégorie porteront sur un entretien de culture générale et un test ou une interrogation orale destiné(e) à vérifier les connaissances techniques des candidats. Le programme des épreuves est à retirer auprès du service du personnel.

Fait à Papeete, le 13 août 2001.
Pour la présidente de l'assemblée
de la Polynésie française
et par délégation :
Le secrétaire général,
Vetea BAMBRIDGE.

SERVICE DE L'URBANISME

PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT DE CONFORMITE

N° 1161 MLA.AU

Réf. : Arrêté n° 7521 MAA.AU du 6 décembre 2000 ;
Arrêté n° 3186 MLA.AU du 13 août 2001.

Les formalités prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant les travaux du lotissement Atimaono 3 sis à Mataiea, réalisés par M. Jean-Pierre Collonge pour le compte de l'Office polynésien de l'habitat, ayant été accomplies pour les 20 lots, le présent certificat, prévu à l'article D. 143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 13 août 2001.
Pour le ministre et par délégation :
Le chef du service de l'urbanisme par intérim,
F. MERMILLOD-ANSELME.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LE MOIS DE JUILLET 2001

COMMUNE DE FAA'A

Travaux autorisés le 18 juillet 2001

N° 01-1165-1 MLA.AU, Mlle Caroline Tang, parcelle cadastrée 1049, section T1 (lot 2, lotissement "Résidence Manini" extension), 1 mur de soutènement et clôture.

COMMUNE DE MAHINA

Travaux autorisés le 16 juillet 2001

N° 01-646-2 MLA.AU, M. Maxime Hunter, parcelle cadastrée 291, section V4 (lot 38, lotissement O'Viri), terrassement et 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

N° 99-1792-2 MLA.AU, M. Edwin Teore, parcelle terre Papoo à Afareaitu, P.K. 7, 1 maison d'habitation (prorogation).

COMMUNE DE PAEA

Travaux autorisés le 16 juillet 2001

N° 01-1094-1 MLA.AU, Mme Rosalie Teurua, parcelle cadastrée 3, section AC (parcelle terre Teniuoviri 2) au P.K. 19,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

N° 01-1181-1 MLA.AU, M. Jean-Marc Laille, parcelle cadastrée 50, section AL (lot 14, lotissement Teroturua), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPEETE

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

N° 01-47 MLA.AU.PPT, Société Plastiserd, immeuble de la Brasserie de Tahiti à Tipaerui, réhabilitation des anciens locaux ;

N° 01-58, O.P.T., ex-immeuble Shangrila, rue Clappier, aménagement de bureaux ;

N° 01-71, M. Cyrus Vota, lot 28, lotissement "les Hauts de Pureora", 1 bâtiment de 2 logements jumelés.

Travaux autorisés le 26 juillet 2001

N° 01-44 MLA.AU.PPT, S.A.R.L. Star Gym Tahiti, immeuble S.C.I. Mayeva, Fautaua, aménagement d'une salle de gymnastique.

COMMUNE DE PUNAAUIA

Travaux autorisés le 16 juillet 2001

N° 01-1099-1 MLA.AU, M. Richard Alves, parcelle cadastrée 40, section N (parcelle terre Touhi 4) au P.K. 12,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1102-1, Mme Geneviève Trouche, parcelle cadastrée 153, section AV (lot 4 E, lotissement Te Tavake Village extension), 1 maison d'habitation ;

N° 01-1136-1, M. Michel Bruckmann, parcelle cadastrée 90, section BD (lot 176, lotissement Taapuna), ajout garage, chambre et terrasse d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

N° 01-119-2 MLA.AU, Mme Doris Grand épouse Tchong, parcelle cadastrée 204, section L (lot 4A, propriété Pugibet) au P.K. 11,800, 1 buanderie en extension d'une maison d'habitation ;

N° 01-827-1, Mlle Turia Brander, parcelles cadastrées 5 et 6, section E (terre Tepataai 1, lots 4 et 5) au P.K. 10, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1132-1, M. François Juventin, parcelle cadastrée 39, section AE (terres Purima 2 et Tapuemanu) au P.K. 15,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 juillet 2001

N° 99-3341-9 MLA.AU, Brasserie de Tahiti S.A., zone industrielle de la Punaruu, agrandissement de l'auvent de l'entrepôt des boissons gazeuses, extension locaux 1 à 4 des bureaux ;

N° 00-1225-7, S.C.I. Vatea, parcelle cadastrée 258, section L (terre Maveraura) au P.K. 11,300, côté montagne, 1 immeuble commercial.

Travaux autorisés le 27 juillet 2001

N° 01-342-4 MLA.AU, M. Christian Pothier, parcelle cadastrée 417, section N (terre Titiea 2) au P.K. 12,600, côté montagne, 1 immeuble d'habitation (12 studios).

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

Travaux autorisés le 16 juillet 2001

N° 01-1115-1 MLA.AU, M. Freddy Manutahi Sandford, lot A, dépendant morcellement lot 7, terre Teturui, Faremati partie à Faaone, P.K. 49,100, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 27 juillet 2001

N° 00-2515-5 MLA.AU, M. Eugène Oliver, parcelle de la propriété "Eugène Oliver" à Afaahiti, près du collège de Taravao, aménagement d'un snack.

COMMUNE DE TEVA I UTA

Travaux autorisés le 16 juillet 2001

N° 01-502-1 MLA.AU, Association Te Fare Va'a Hoe No Vaiari Nui, parcelle terre Farepotee 1, lot 3 à Papeari, P.K. 52,500, côté mer, 1 fare va'a.

COMMUNE DE FAKARAVA

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

N° 00-2271-2 MLA.AU.T.G., Mlle Hitirere Evelyne Toriki, parcelle terre Oteaeva à Rotoava, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1012-1, Mme Angéline Faimano Tshomfo Ayee, parcelle terre Tehega, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE NUKUTAVAKE

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

N° 01-175-2 MLA.AU.T.G., M. André Teariki, parcelle cadastrée 208, section A4 (terre Tahirikura), 1 maison d'habitation ;

N° 01-176-2, M. Tekahuitagaroa Teariki, parcelle cadastrée 208, section A4 (terre Tahirikura), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE ARUTUA

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

N° 01-429-4 MLA.AU.T.G., direction de la santé, parcelles cadastrées 14 et 15, section H3, 1 bâtiment à usage d'infirmerie et 1 logement infirmier.

Travaux autorisés le 23 juillet 2001

N° 01-178-2 MLA.AU.T.G., M. Fami Fauura, parcelle cadastrée 72, section H2 (terre Pitoroa) à Rautini, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MAKEMO

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

N° 01-453-3 MLA.AU.T.G., direction de la santé, parcelle cadastrée 126, section AI (terre Mamahuaragi) à Pouheva, rénovation et extension d'un centre médical et 1 bâtiment de 2 logements jumelés.

COMMUNE DE TAKAROA

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

N° 01-681-1 MLA.AU.T.G., Mlle Evelyne Tinirau, parcelle cadastrée 91, section E5 (terre Magotunu) au secteur 2, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 juillet 2001

N° 01-1023-1 MLA.AU.T.G., M. et Mme Noël Mopi, parcelle cadastrée 290, section A8 (terre Kakaramatahuarau) à Takapoto, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE RANGIROA

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

N° 01-828-1 MLA.AU.T.G., M. Moura David Teriitanao, lot 11, terre Tairuauraura à Avatoru, 1 maison d'habitation ;

N° 01-939-1, M. Natua Natuanui, parcelle terre Tevaihi 14 à Tikehau, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 juillet 2001

N° 99-3148-2 MLA.AU.T.G., Mlle Nathalie Faara, parcelle cadastrée 21, section AA (terre Paetou) à Mataiva, 1 maison d'habitation ;

N° 01-703-2, M. Vaihoa Salmon, parcelle cadastrée 852, section A3 (terre Vaimate partie) à Avatoru, 1 maison d'habitation.

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS
DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT
POUR LE MOIS DE JUILLET 2001**

COMMUNE DE UTUROA

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

PC n° 1268 MLA.AU.ISLV, M. Perrot Philippe, mandataire de M. Tissot Freddy, construction d'un hangar sur le lot n° 12 du lotissement industriel de Tahina (D n° 01-109).

Travaux autorisés le 9 juillet 2001

PC n° 1297 MLA.AU.ISLV, Office des postes et télécommunications, mandataire : M. Manfred Chave, travaux d'aménagement d'un bureau de poste dans la gare maritime (D n° 935-98).

Travaux autorisés le 18 juillet 2001

PC n° 1398 bis MLA.AU.ISLV, Mme Doom Laetitia née Troncin, construction d'une maison d'habitation sur le lot 13 du lotissement U'upa (D n° 1-344).

COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

Travaux autorisés le 6 juillet 2001

PC n° 1279 MLA.AU.ISLV, Mlle Teriitemoehaa Huirai, construction d'une maison d'habitation sur le lot D de la terre Hamoa (D n° 01-319) à Avera ;

PC n° 1280, M. Brodien Raymond, construction d'une maison d'habitation sur la parcelle B du lot E du lot 1 de la terre Apootu (D n° 01-300) à Avera ;

PC n° 1283, Mlle Riegert Helga Raimana, construction d'un fare MTR sur le lot 1 de la terre Matapura 3 (D n° 01-120) à Puohine.

Travaux autorisés le 12 juillet 2001

PC n° 1346 MLA.AU.ISLV, M. Mu Wong Milton, construction d'une maison d'habitation sur le lot B du lot 6 de la terre Fareaha (D n° 01-350) à Avera ;

PC n° 1348, M. Jacques Ihorai, mandataire de l'Eglise évangélique de Polynésie française, construction d'une salle de réunion et de prières sur une parcelle du domaine Faaroa (D n° 01-198) à Avera.

Travaux autorisés le 13 juillet 2001

PC n° 1355 MLA.AU.ISLV, Mlle Véronique Ariitai, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Hauputu 1 (D n° 373-00) à Faaroa.

COMMUNE DE TUMARAA

Travaux autorisés le 4 juillet 2001

PC n° 1245 MLA.AU.ISLV, M. Tetuanui Robinson, construction d'un local de débit de boissons sur une parcelle de la terre Vaihuti (D n° 01-256) à Vaiaau.

Travaux autorisés le 5 juillet 2001

PC n° 1267 MLA.AU.ISLV, M. Holman Arnold Moe, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Punarei (D n° 01-227) à Tevaitoa.

Travaux autorisés le 6 juillet 2001

PC n° 1282 MLA.AU.ISLV, Mlle Teihotaata Virginie Hinano, construction d'un fare MTR sur la parcelle D, lot 3 de la terre Tairineneva (D n° 01-134) à Tevaitoa ;

PC n° 1284, Mme Mauri épouse Teihotaata Gréta Hinano, construction d'un fare MTR sur la parcelle D, lot 3 de la terre Tairineneva (D n° 01-315) à Tevaitoa.

Travaux autorisés le 18 juillet 2001

PC n° 1374 MLA.AU.ISLV, M. Brillant William, construction de deux maisons d'habitation sur une concession maritime (D n° 1-356) à Tevaitoa.

COMMUNE DE TAHAA

Travaux autorisés le 4 juillet 2001

PC n° 1243 MLA.AU.ISLV, M. Tinorua Claude, travaux de construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Tereva (D n° 01-303) à Iripau ;

PC n° 1244, M. Paea Ganivet, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Teoneaputa (D n° 749-99) à Tiva.

Travaux autorisés le 12 juillet 2001

PC n° 1347 MLA.AU.ISLV, M. Moutte Philippe, construction d'une pension de famille composée de 2 bungalows sur une parcelle de la terre Murifenua (D n° 01-055) à Tapuamu.

Travaux autorisés le 13 juillet 2001

PC n° 1354 MLA.AU.ISLV, M. Tauaroa Dan, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle des terres Paraurua et Teoro (D n° 01-339) à Faaaha.

COMMUNE DE HUAHINE

Travaux autorisés le 4 juillet 2001

PC n° 1242 MLA.AU.ISLV, Mme Ah Min épouse Tapare Marcelle, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Vaitotia (D n° 690-00) à Fare ;

PC n° 1256, Mme Mara Roberta, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tevairahi (D n° 518-00) à Fitii ;

PC n° 1257, S.A.R.L. Meherioa, mandataire : M. Raiheui Tamanui, construction d'une pension de famille sur une parcelle de la terre Vaitotia (D n° 1-103) à Fare.

Travaux autorisés le 9 juillet 2001

PC n° 1291 MLA.AU.ISLV, M. et Mme Maa Lucien Tuarii et Moerani Josiane, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Vaitiari (D n° 01-311) à Maeva ;

PC n° 1292, M. Wong Kiou Wah, construction d'une maison d'habitation sur la parcelle 85 de la terre Aneanea-Tainupuu-Vaitaia (D n° 01-331) à Fare ;

PC n° 1293, Mlle Tererui Emilienne, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Farauru (D n° 01-325) à Fitii ;

PC n° 1294, Mme Lemaire épouse Boeck Victorine Tavaeura, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Hiva (D n° 01-306) à Haapu ;

PC n° 1295, M. Tauotaha Jean (père), construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tehaava (D n° 01-269) à Tefarerii.

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

PC n° 1367 MLA.AU.ISLV, M. Panai Clark Moana et Mlle Teauna Maire, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Teheva (D n° 1-205) à Tefarerii.

Travaux autorisés le 18 juillet 2001

PC n° 1398 MLA.AU.ISLV, M. Tefaataumarama Ervan Timiona, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Manuea (D n° 1-317) à Maeva ;

PC n° 1399, Mlle Tehupe Rovinba, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Araarahoa (D n° 1-305) à Fare ;

PC n° 1400, M. Tufafau Eric et Mlle Tupai Hina, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tetapae (D n° 1-313) à Fare.

COMMUNE DE BORA BORA

Travaux autorisés le 9 juillet 2001

PC n° 1298 MLA.AU.ISLV, Mme Lora Tahaamana née Tefaatau, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Faatahi 3 cadastrée n° 2 section AT (D n° 01-233) à Nunue ;

PC n° 1299, Mme Reyna Herenui Manu née Eperania, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Haapiitiararo 2 cadastrée n° 29 section CZ (D n° 01-333) à Faanui ;

PC n° 1300, M. Claude Mana, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Faatane 2 (D n° 299-00) à Faanui ;

PC n° 1301, M. Rudolphe Maamaatuaiahutapu, construction de deux maisons d'habitation sur la parcelle A de la terre Taahioiti cadastrée n° 2 section BE (D n° 01-285) à Anau ;

PC n° 1302, M. Abel Teahua et Mlle Adèle Teahua, construction d'une maison sur une parcelle de la terre Paroie 3 cadastrée n° 10 section CK (D n° 01-224) à Faanui ;

PC n° 1303, M. Yannick Peniera Roopinia, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Hitiaa (D n° 01-286) à Faanui ;

PC n° 1304, M. Anthony Tetuanui, construction d'un fare MTR sur la parcelle 123 cadastrée n° 44 section AN de la terre Puutoa 2 (D n° 01-278) à Tiipoto ;

PC n° 1306, M. Albert Ariihoro Tapi, construction d'un fare MTR sur la parcelle 85 de la terre Faretai cadastrée n° 8 section BB (D n° 01-275) à Anau ;

PC n° 1307, Mme Teriirere Teihotaata-Tati, construction d'un fare MTR sur le lot E de la terre Vaitaitai cadastrée n° 15 section CN (D n° 01-242) à Faanui ;

PC n° 1308, M. et Mme Sylvain et Noéline Rere Tua, construction d'un fare MTR sur la parcelle B du lot 2 de la parcelle B de la terre Tapehaa 2 cadastrée n° 93 section AP (D n° 01-282) à Nunue ;

PC n° 1309, M. Médéric Taumau, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Taahana lot 4 cadastrée n° 1 section AB (D n° 01-274) à Nunue ;

PC n° 1310, Mlle Moira Tiori, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Teaoerereva cadastrée n° 10 section AN (D n° 01-277) à Nunue ;

PC n° 1311, Mme Taraina Reva née Mataihau, construction d'un fare MTR sur la parcelle C du lot 1 dépendant de la parcelle B de la terre Tapehaa 2 cadastrée n° 95 section AP (D n° 01-287) à Nunue ;

PC n° 1312, Mme Teahurai Tauaea née Tehaamana, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Outuroroiti cadastrée n° 50 section CN (D n° 01-283) à Faanui ;

PC n° 1313, M. William Teramana Teahua, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Faatahi 2 lot cadastrée n° 58 section AV (D n° 01-284) à Nunue.

Travaux autorisés le 10 juillet 2001

PC n° 1314 MLA.AU.ISLV, M. David Chauvin, mandataire de M. François Nars, construction d'une résidence sur l'ilot Motu Tane (D n° 01-58) à Faanui ;

PC n° 1315, M. Terimana Teihotaata-Tati, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tapehaa 1 (D n° 01-180) à Nunue.

Travaux autorisés le 18 juillet 2001

PC n° 1392 MLA.AU.ISLV, Mme Tama épouse Grandin Agnès Tutematauiarii, construction d'une maison d'habitation et d'un logement à louer sur la parcelle 203 de la terre Amae cadastrée n° 30 section AK (D n° 1-294) à Nunue.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

AVIS DE VENTE DE FONDS ARTISANAL

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 30 juillet 2001, M. Daniel LAIR, artisan, et Mme Tina TEHEI, son épouse, demeurant ensemble à Papeete, ont vendu à la société A ANTENNE TOP, S.A.R.L. au capital de 1.000.000 F CFP, dont le siège social est à PIRAE, quartier Chin Foo, lotissement Vetea, en cours d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete, un fonds artisanal d'installation, fourniture et pose d'antennes de réception, connu sous le nom "ANTENNE TOP", et pour lequel le vendeur est immatriculé au R.C.S. de Papeete sous le n° 31.603 A, n° TAHITI 463.661, moyennant le prix de 2.300.000 F CFP payé comptant.

Entrée en jouissance le 1er août 2001.

Les oppositions éventuelles seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales, au siège du fonds vendu où domicile est élu à cet effet.

Pour deuxième insertion,
Daniel LAIR.

Etude de Me Dominique DUBOUCH,
Notaire à Papeete

Avis de constitution

Aux termes d'un acte fait en la forme sous seing privé, en date à Papeete du 14 août 2001, déposé au rang des minutes de Me Dominique Dubouch, notaire à papeete, le même jour, il résulte qu'une société dont les caractéristiques sont les suivantes a été constituée.

Dénomination : S.C.I. TAURUA.

Forme : Société civile immobilière.

Capital social : 100.000 F CFP.

Apport en numéraire : 100.000 F CFP.

Siège social : Punaauia, résidence Le Lotus, lot n° 92.

Objet : La propriété en Polynésie française, l'acquisition, la mise en valeur, la gestion, l'administration, l'exploitation,

la prise à bail, la location de tous biens immobiliers dont la société pourrait devenir propriétaire sous quelque forme que ce soit, l'emprunt de tous fonds nécessaires à la réalisation de cet objet, et plus généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

Durée de la société et lieu de dépôt des statuts : La société est constituée pour 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de Papeete, où les statuts seront déposés.

Gérants : Mme Mireille BRESSON, demeurant à Punaauia, résidence Le Lotus, n° 92 et M. Maurice BAUD, demeurant à Punaauia, résidence Le Lotus, n° 92.

Parts sociales - clause d'agrément : Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Pour avis et mention,
Me Dominique DUBOUCH, notaire.

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé en date du 13 août 2001, enregistré au bureau des hypothèques de Papeete le 13 août 2001, folio 137, bordereau 4266/9, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : S.C.I. PAOFI MOUA.

Forme juridique : Société civile immobilière.

Capital : Cent mille francs (100.000 F) divisé en 100 parts de 1.000 F chacune entièrement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège : Paofai, Papeete (ou B.P. 12.079 Papara).

Objet social : La propriété, l'administration, l'exploitation par bail, location ou autrement de tous les immeubles bâtis ou non bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ou locataire par voie d'acquisitions, d'échanges, prise à bail, apports ou autrement.

Apport en numéraire : Le capital est entièrement constitué par des apports en numéraire.

Durée : 30 années à compter de son immatriculation au R.C.S.

Gérance : La société a pour gérant M. CONROY Yannick demeurant à Papara, Tahiti.

Cession de parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés ainsi qu'au profit des ascendants, descendants et conjoint d'un associé ; toutes autres cessions n'interviennent qu'avec l'agrément de la collectivité des associés, donné par décision de nature extraordinaire.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le gérant.*

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PAPEETE

Avis de vente de fonds de commerce

Suivant acte reçu aux minutes de Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, le 6 août 2001, enregistré à Papeete le 8 août 2001, folio 136, bordereau 4246/3,

La société dénommée "JUNGLE SURF", société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 F CFP, ayant son siège à Papeete, centre commercial du Marché, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 7037 B,

A vendu à M. CHANT Paul et Mme CHING Simone, son épouse, demeurant ensemble à Faava, Aua, P.K. 2,700, côté mer,

Un fonds de commerce de vente au détail de marchandises générales et notamment vente au détail de tous vêtements, de tous articles de chemiserie et de lingerie masculins et féminins et tous matériels de surf, sis et exploité à Papeete, rue du 22-septembre, à l'enseigne "MAKETE SURF",

Moyennant le prix de dix-huit millions cinq cent mille francs CFP (18.500.000 F CFP).

Prise de possession le même jour.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, par exploit d'huissier, à peine de forclusion, dans les dix jours de la présente insertion, au siège de la S.C.P. CHAN-VILLET, notaires à Papeete, où domicile a été élu à cet effet.

*Pour insertion,
Le greffier.*

ANNULATION DE CONTRAT DE LOCATION-GERANCE

La S.A. "VOYAGES ET TRANSPORTS" dont le siège est à Papeete, rue G.-Lagarde et La S.A.R.L. "SOUTH PACIFIC MARINA RESORTS (S.P.M.R.) PROMOTIONS E.U.R.L." sont convenues d'annuler purement et simplement le contrat de location-gérance intervenu entre elles et portant sur le fonds de commerce d'agence de voyages connue sous l'enseigne "PACIFIC TRAVEL" sise à Papeete, rue Lagarde.

Pour insertion unique.

S.C.P. SERGE VILLET - JULIEN CHAN

Titulaire d'un office notarial à Tahiti

avec résidence à Punaauia

Tél. : 73.01.02 - 73.01.03 — Fax : 48.18.17

Avis de vente de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Me Julien CHAN, notaire associé à Tahiti avec résidence à Punaauia, le 9 août 2001, enregistré à Papeete le 14 août 2001, folio 138, bordereau 4283/1,

La société BIP BIP BURGER PAPEETE, S.A.R.L. au capital de 400.000 F CFP, dont le siège social est à Papeete (Tahiti), immeuble Moux, immatriculée au R.C.S. sous le n° 3.336 B,

A vendu à la société BIP BIP BURGER MARCHÉ, S.A.R.L. au capital de 1.000.000 F CFP, dont le siège est à Papeete (Tahiti), centre commercial du Marché, immatriculée au R.C.S. sous le n° 8.387 B,

Un fonds de commerce de snack-restaurant, exploité à Papeete (Tahiti) au centre commercial du Marché de Papeete, sous l'enseigne "BIP BIP BURGER PAPEETE", pour lequel le vendeur est immatriculé au R.C.S. de Papeete sous le n° 3.336 B comprenant : l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés, le droit au bail des locaux où s'exploite ce fonds, la licence de 6e classe y attachée, moyennant le prix de 20.000.000 F CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 1er août 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales à Punaauia, au siège de la "S.C.P. Serge VILLET et Julien CHAN" (B.P. 2 - 98717 Punaauia), où domicile a été élu à cet effet.

*Pour première insertion,
Me Julien CHAN, notaire.*

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION HULA HALAU O MAKALA PUA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 juillet 2001)

Présidente d'honneur	: DROLLET Isabelle
Présidente	: SARCIAUX Myrtille
Vice-président	: NATUA Carlos
Secrétaire	: FLORIAN Cristel
Secrétaire adjoint	: GIAU Johnny
Trésorière	: MOUSSON Rotina
Trésorière adjointe	: YAO Maire Nui
Assesseurs	: ARIHOTIMA Edith DOOM Léonora PASTOR Evelyne ROBSON Judith SARCIAUX Florida TEAUNA Patricia

**UNION POLYNESIENNE POUR LA SAUVEGARDE
DE LA NATURE - TE RAUATIATI A TAU A HITI NOA TU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 juin 2001)**

Président d'honneur	: JAY Henri
Président	: CHAN Maxime
Vice-président	: POROI Elie
Secrétaire	: SAGE Winiki
Secrétaires adjoints	: POROI Elisabeth BRAI Patrick
Trésorier	: LHOMOND Henri
Trésorier adjoint	: SALMON Amo

**ASSOCIATION FOLKLORIQUE ET ARTISANALE
TIARE VANIRA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 juin 2001)**

Présidente	: KOHUMOETINI Roberta
Vice-président	: MATE Joseph
Secrétaire	: RUPEA Titaua
Secrétaire adjointe	: TAUAROA Bélinda
Trésorière	: TAEREA Juanita
Trésorier adjoint	: TAEREA Georges

DISTRICK DE VOLLEY-BALL DE RAIATEA

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 juillet 2001)**

Présidente	: GIBERT Danielle
Vice-président	: TARUOURA Marceau
Secrétaire	: PARAUE Manolita
Secrétaire adjoint	: ANUANU Georges
Trésorière	: LEMAIRE Maliella

ASSOCIATION REVA REHAU

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 août 2001)**

Président	: TEARO Jean
Vice-président	: BREMOND Benjamin
Secrétaire	: AIHO Poema
Secrétaire adjointe	: TAUIRAI Sabrina
Trésorière	: CLARK Taitau
Trésorière adjointe	: ARAI Mélanie

**ASSOCIATION DES COPROPRIETAIRES
DU LOTISSEMENT "LES HAUTS DE PURE ORA"**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 mai 2001)**

Directeur	: WAI LAM Moulin
Directeur adjoint	: FERNANDEZ Christophe
Secrétaire	: PEILLEX Jean-Paul
Secrétaire adjoint	: DEREPPER Philippe
Trésorier	: BRANDELY Thierry
Trésorier adjoint	: ROCHE René

TEUKI NO AHE MARU

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 mai 2001)**

Président	: REID Roland
Vice-président	: RICHMOND Willy
Secrétaire	: BOUGUES Clément
Secrétaire adjointe	: FAURA Fea
Trésorier	: TARDIVEL Nantua
Trésorière adjointe	: RICHMOND Teroro
Assesseurs	: TUPANA Vanessa MII Mere

**ASSOCIATION FAMILIALE DES CONSORTS
TEARIITOHTIA A PAHOA A TAPU NO MAKATEA
TUAMOTU**

**Anciennement ASSOCIATION FAMILIALE DES CONSORTS
PAHOA A TAPU NO MAKATEA-TUAMOTU**

Modification de statuts

Les objets de l'association :

a) L'association familiale a pour but principal de regrouper tous les propriétaires terriens descendants d'une succession par revendication ou tontie, afin de consolider et de retrouver les liens qui les unissent en vue de les faire connaître à tous les membres, qui constituent donc leur degré d'apparenté. Rendue applicable par le code tahitien en date du 29 mars 1866, la délivrance d'une carte d'identité civile, appelée "Carte Européenne" à tous ceux qui venaient faire une revendication quinquennale foncière avalisée par un décret du 27 août 1887 sur l'île de Makatea. En outre, cette solidarité permettra à chacun de se voir attribuer les objectifs principaux :

- établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- dans le respect des statuts et règlement de la famille ;
- faire des recherches en biens mobiliers, immobiliers et financiers appartenant à nos ancêtres ;
- recueillir tous les documents officiels dans les différents services compétents du territoire et de l'Etat ;
- engager toutes actions pour faire aboutir les revendications concernant notre patrimoine ;
- les partager équitablement, à l'amiable ;
- défendre et protéger les biens ancestraux et familiaux ;
- se regrouper, se reconnaître et resserrer les liens familiaux ;
- avoir son identité familiale et juridique ;
- s'entraider dans le cas où l'un de ses consorts serait dans le besoin ;
- s'unir si le cas se présente, en cas de recours au tribunal ;
- tous les revendiquants peuvent également adhérer à cette association ;

b) La mise en commun par les associés de leurs connaissances professionnelles et de leurs aptitudes dans l'organisation successorale des terres revendiquées (protéger, préserver, défendre, informer, contrôler, promouvoir toutes les activités productives, ainsi que les annexes pour améliorer et embellir le cadre de vie dans l'île, dans les archipels et auprès de la communauté) en tous lieux et pays ;

c) Faciliter l'achat de matériels dont l'association familiale a besoin et l'utilisation en commun de ces matériels

susceptibles dans son ensemble ou ceux dont la situation juridique nécessite une aide ;

d) La participation directe ou indirecte de l'association dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social dont elle se fixe.

De même, les articles 5, 6, 7, 15 et 16 ont été modifiés.

Le reste sans changement.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (28 juillet 2001)

Présidents d'honneur	: BORDES Liliane TAPU Ariinui
Présidente	: TEPA Taratina
Vice-président	: TAPU Faahei
Secrétaire	: TAPU Angel
Secrétaire adjointe	: GELLATO Cathy
Trésorière	: NORMAND Puauru
Trésorier adjoint	: TAPU Gilles
Membres	: ANTOINE Berthe TAPU Etha TAPU Gisèle PITTMAN Dany KAUKURA WICHMAN Niva MULIKIHAAMEA Christelle BUTSCHER Angéla TAPU Tihoni TAPU Ruben TAPU Jacques TAPU Pierre NORMAND Edouard BUTSCHER Lévy BUTSCHER Teiva TETUANUI Filbert TEPA Richard

ASSOCIATION SPORTIVE BOXING CLUB TAMARII TOROURA DE PIRAE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (6 août 2001)

Président	: TAHIATA Tehaaona
Vice-présidente	: TAHIATA Teheturere
Secrétaire	: TANÉPAU Viora
Secrétaire adointe	: TAHIATA Haretaua
Trésorier	: TANÉPAU Tahiatia
Trésorier adjoint	: TAHIATA Ismaël

FEDERATION TAHITIENNE DE PETANQUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (7 juillet 2001)

Président	: TEREMATE Raymond
Vice-présidents	: TCHING Terii ALVES Antonio
Secrétaire	: LIOU Philippe
Secrétaire adjoint	: PAEPAETAATA Tetu
Trésorier	: LAUFAT Marc
Trésorier adjoint	: MANAIA Sam

RA HINE A HINE Anciennement COMITE ORGANISATEUR DE LA JOURNEE DE LA FEMME

Modification de statuts

Elle a son siège social à Papeete, Rue Moerenhout.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (25 juillet 2001)

Présidente	: HONG-KIOU Huguette
Vice-présidentes	: PANAI Florienne LEHARTEL Istela
Secrétaire	: CATHALA Irène
Secrétaire adjointe	: MEUNIER Annie
Trésorière	: NENON Gréta
Trésorière adjointe	: ELLACOTT Jacqueline

ASSOCIATION AGRICOLE TE MAU TAATA FAAAPU MAA HURU RAU NO PAPARA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (4 août 2001)

Président d'honneur	: TEHUI Gaston
Président	: NORDMAN Pierre
Vice-présidents	: OPUU Mata ROOMATAAROA Movita
Secrétaire	: VIRIAMU Tereva
Secrétaire adjointe	: CADOUSTEAU Mirna
Trésorier	: TAAVIRI Jules
Trésorier adjoint	: TETIAMANA André

A.S. TAHATIRI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (7 août 2001)

Président	: AITAMAI Thierry
Vice-présidents	: TEIHOTAATA Jeannot POROI Memory
Secrétaire	: COLLINS Tahia
Secrétaire adjoint	: HIHI Charles
Trésorier	: STERGIOS Gérard
Trésorier adjoint	: TETAUIRA Hervé
Commissaire aux comptes	: MATAOA Louis

RESULTATS DE LA TOMBOLA DE L'ASSOCIATION DES HANDICAPÉS PHYSIQUES TAATIRAA HUMA MERO

(Tirage effectué le 21 juillet 2001)

1er lot	n° 16.764	1 billet A/R PPT/Paris/PPT
2e lot	n° 13.328	1 billet A/R PPT/Los Angeles/PPT
3e lot	n° 27.067	1 ras de cou
4e lot	n° 6.833	1 pendentif perle
5e lot	n° 8.588	1 montre homme
6e lot	n° 29.298	1 tifaifai patchwork
7e lot	n° 12.313	1 ras de cou en nacre
8e lot	n° 10.483	1 montre dame en or
9e lot	n° 2.134	1 tifaifai patchwork
10e lot	n° 12.633	1 Discman
11e lot	n° 18.872	1 montre homme bleue or
12e lot	n° 14.088	1 umete
13e lot	n° 24.193	1 bague
14e lot	n° 7.450	1 lampe de chevet

15e lot	n° 27.745	1 pendentif et une paire de boucles d'oreilles en corail noir
16e lot	n° 16.118	1 montre homme Kyckers
17e lot	n° 6.389	1 paire de boucles d'oreilles et une bague
18e lot	n° 25.329	1 pendentif en dent de requin
19e lot	n° 1.789	1 lampe de chevet offerte
20e lot	n° 29.696	1 ras de cou en nacre et une bague

ITE. COM.
COMPOSITION DU BUREAU :
 (24 juillet 2001)

Président	:	ROBSON Kevin
Vice-président	:	MALLEGOLL Erwan
Secrétaire	:	DEAT Eric
Secrétaire adjoint	:	MOTAHU Robert
Trésorier	:	TCHEN PAN Yannick
Trésorier adjoint	:	TOBELLA Georges

TE PUOROO

(Récépissé n° 8027 DRCL du 8 août 2001)

Extraits de statuts

L'association TE PUOROO, fondée le 29 juillet 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de promouvoir "le patia fa" ;
- d'organiser des rencontres ;
- de participer à des manifestations culturelles ;
- d'organiser des rencontres de pétanque.

Elle a son siège social à Sainte-Amélie, quartier Timiona.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TUHAKAMARU/HEKENOA Pepino
Vice-président	:	TUHAKAMARU Benino
Secrétaire	:	TUHAKAMARU Matahotu
Trésorière	:	TUHAKAMARU Turiana
Assesseeurs	:	TUHAKAMARU Esther TUHAKAMARU Ioane

MANAHUNE

(Récépissé n° 8118 DRCL du 14 août 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué entre tous les adhérents aux présents statuts un parti politique régi par la loi du 1er juillet 1901, applicable aux associations.

Le parti prend la dénomination de parti "MANAHUNE". La circonscription territoriale comprend la Polynésie française. La couleur du parti Manahune est le vert. Son emblème est le fruit de l'arbre à pain "uru".

Le parti a pour objet de faire partager et de défendre les valeurs républicaines fondées sur :

- l'épanouissement de l'individu comme faisant partie d'une société multiethnique ;
- la liberté individuelle ;
- la démocratie représentative ;
- la justice sociale, la solidarité et le partage des fruits de la croissance ;
- le respect des identités culturelles et de la citoyenneté maohi ;
- le développement équilibré entre l'île de Tahiti et les archipels ;
- l'égalité des chances par une éducation et une formation adaptées ;
- la protection des ressources naturelles et de l'environnement ;
- le développement du secteur primaire agricole de la pêche, de l'artisanat et le tourisme ;
- un système de santé accessible à tous ;
- une jeunesse actrice du développement de notre société.

Le parti MANAHUNE est constitué pour une durée illimitée.

Le siège social du parti est fixé à Mahaena, P.K. 32, côté montagne.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	ARAPARI Justin
Vice-présidents	:	LAGARDE Haamoetini TUAHINE Eric ROIHAU André TANGI Pierre
Secrétaire	:	GRAFFE Eric
Secrétaire adjoint	:	TAGAROA Tamatoa
Trésorière	:	TUHEIAVA Hina
Trésorière adjointe	:	WOHLER Noline

TAMARII MAHATEAHAO

(Récépissé n° 8336 DRCL du 20 août 2001)

Extraits de statuts

L'association TAMARII MAHATEAHAO, fondée le 9 août 2001, a pour objet :

- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités et les animations culturelles, artisanales et sportives dans le quartier ou la commune ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Hitiaa, P.K. 37,500, côté montagne. Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur qui sera ratifiée par l'assemblée générale.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	MAIFANO Léon
Vice-président	:	TEUIRA Heinui
Secrétaire	:	VIRIAMU Florida
Secrétaire adjointe	:	TAHIRORI Françoise
Trésorière	:	BOURGEOIS Paloma
Trésorier adjoint	:	TEINAURI Jean-Marie

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII VAIAAU NUI*(Récépissé n° 7416 DRCL du 17 août 2001)*

Extraits de statuts

L'association TAMARII VAIAAU NUI, fondée le 6 juin 2001, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique de va'a, boxe, football, volley-ball, handball ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Vaiaau. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEFAATAU Martine
Vice-président	: TEFAATAU Victor
Secrétaire	: TEHAAI Vaea
Secrétaire adjointe	: LO-SHING Lolita
Trésorière	: TEFAATAU Vaiana
Trésorier adjoint	: MERVIN LEE John

PUNAAUIA TAEKWONDO CENTER*(Récépissé n° 8333 DRCL du 20 août 2001)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 7 août 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 2001 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre PUNAAUIA TAEKWONDO CENTER.

L'association sportive PUNAAUIA TAEKWONDO CENTER a pour but d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques pour tous les jeunes, les jeunes adultes et les adultes du territoire acceptant les présents statuts. Elle veut également promouvoir l'excellence dans la pratique de l'art martial coréen le Taekwondo. Elle peut étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation populaire, éducation artistique etc...) décidés par le comité directeur. Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

Son siège social est fixé à Outumaoro, face à Continent, Punaauia, résidence du président. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TUNUTU Emile
Vice-président	: MAKER Yann
Secrétaire	: TUNUTU Gilbert
Trésorier	: PEDRON Michel

ASSOCIATION SPORTIVE SOCIETE D'ETUDES ET DE GESTION COMMERCIALE*(Récépissé n° 7776 DRCL du 1er août 2001)*

Extraits de statuts

L'association sportive SOCIETE D'ETUDES ET DE GESTION COMMERCIALE, fondée le 25 juillet 2001, a pour objet la pratique des activités physiques ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Sa durée est illimitée.

Elle son siège social à Arue, B.P. 14.147. Il pourra être transféré par simple décision de l'organe de direction de l'association ; la ratification par la plus proche assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: NAPUAUHI Marie-Claire
Vice-président	: LABASTE Dominique
Secrétaire	: TUITETE Karine
Secrétaire adjointe	: BOUSQUET Yuko
Trésorier	: PUAUD Jean-Christophe
Trésorière adjointe	: MAHAI Miriama

ASSOCIATION MATAIEA TEAM MUSIC*(Récépissé n° 7491 DRCL du 23 juillet 2001)*

Extraits de statuts

L'association MATAIEA TEAM MUSIC, fondée le 4 juillet 2001, est une association de jeunesse de la commune de Mataiea. Elle est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de rassembler la jeunesse de Mataiea, afin de la sensibiliser à la musique ;
- de promouvoir la musique locale, traditionnelle et internationale ;
- d'organiser des journées, des soirées autour du thème de la musique ;
- d'inciter les jeunes à développer une activité lucrative basée sur la musique ;
- d'aider les jeunes à lutter contre l'inactivité et la morosité de la société ;
- de faire prendre conscience de l'importance à développer le côté culturel de la commune ;
- de proposer des réunions d'information en partenariat avec les instances gouvernementales concernées sur les thèmes de la jeunesse, l'environnement, l'économie, le tourisme, etc. ;
- de se lier aux mouvements et organisations ayant les mêmes préoccupations qu'elle.

Un logo a été choisi pour véhiculer tous les messages forts que l'association défend.

Son siège social est fixé à Mataiea, P.K. 44,500, chez la trésorière, Mlle OLDHAM Sylvana, B.P. 12.534 Pajara.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: MALLEGOLL Erwan
Président	: BARBOS Yannick
Vice-président	: SOARES-PIRES Antonio
Secrétaire	: MARAETEFU Tepurotu
Secrétaire adjoint	: TAURAATUA Heirani
Trésorière	: OLDHAM Sylvana
Trésorier adjoint	: PAPARA Tamatoa
Assesseurs	: PAPARA Maui FAARA Marius ATEO Georgio FALCHETTO Angéla MARAETEFU Jean-Oven CHEBRET Jean-Michel MARAETEFU Henri

ASSOCIATION LES AMIS DU VANUATU-TAHITI

(Récépissé n° 7988 DRCL du 8 août 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 27 juillet 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1906, ayant les caractéristiques décrites ci-après.

Elle prend pour nom ASSOCIATION LES AMIS DU VANUATU-TAHITI.

Elle a pour objet, en Polynésie française et dans tous pays :

- le regroupement des sympathisants du Vanuatu ;
- la création et le développement des relations amicales entre ses membres ;
- la défense de leurs intérêts ;
- l'engagement, la coordination, la mise en œuvre et l'encouragement d'actions de tous genres tendant à promouvoir le Vanuatu et à favoriser son développement culturel, économique, touristique, social... ;
- le soutien et l'aide aux plus démunis au Vanuatu.

En vue de ces objets, l'association pourra notamment passer tout partenariat-convention avec tout organisme, s'affilier à toute association, organisme, structure quelconque et organiser (ou participer à) tout spectacle, bal, manifestation, voyage, édition d'ouvrages ou de revues...

Son siège social est fixé à Faa'a, Pamatai, quartier Rapa Nui. Il pourra être transféré par simple décision du bureau ; cette décision devant cependant être ratifiée par l'assemblée générale dans les meilleurs délais.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: LEMONNIER Gilbert
Vice-président	: LEE Teufi
Secrétaire	: HAAS Roger
Secrétaire adjoint	: TCHEN PAN Yannick
Trésorière	: TETUAVEROA Marthe
Trésorière adjointe	: LEE Suzanne

ASSOCIATION JEUNES DE FAURAHU

(Récépissé n° 8207 DRCL du 15 août 2001)

Extraits de statuts

L'association JEUNES DE FAURAHU, régie par la loi du 1er juillet 1901, fondée le 8 août 2001, a pour objet de venir en aide aux jeunes par la pratique de diverses activités, afin de préserver et sensibiliser le cadre de vie de ces personnes.

Son siège social est fixé à Mataiea, P.K. 45,300, côté montagne, chez Mme TAUHIRO Julie. Il pourra être transféré par décision du bureau directeur.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: VAHIRUA Hugues TETUAITEROI Lucien FLORES Marie MAIHUTI Marae
Présidente	: VAHIRUA Anne
Vice-président	: TAUHIRO François
Secrétaire	: TERITEHAU Raurea
Secrétaire adjointe	: TAUHIRO Erena
Trésorière	: TAUHIRO Julie
Trésorier adjoint	: PARAUHAI Gérard
Commissaires aux comptes:	BONNEFIN Nuihau ATEO Endroll
Assesseurs	: AIAMU Hereani AMARU Ghislaine VAHAPATA Sophia FLORES Yolande

ASSOCIATION TAMARU TEFAUROA NO MAHINA

(Récépissé n° 8193 DRCL du 14 août 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 8 août 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour nom ASSOCIATION TAMARU TEFAUROA NO MAHINA

Elle a pour objet la participation aux fêtes du Heiva, journées corporatives, de soirées cinématographiques, les ventes de plats à emporter et de gâteaux, dîners dansants et déplacement à l'étranger.

Son siège social est fixé à Mahina, vallée Ahonu, P.K. 12,500, côté montagne. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEATIU Roger
Secrétaire	: OPUU Christine

ASSOCIATION TERAPAPA*(Récépissé n° 8255 DRCL du 17 août 2001)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 4 août 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre ASSOCIATION TERAPAPA.

Elle a pour objet :

- les affaires de terres ;
- l'aide à la famille.

Son siège social est fixé à Paea, Maraa, côté mer, P.K. 27. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: MAITUI Terai
Président	: CHUNG KAU Vito
Vice-président	: MAITUI Antonio
Secrétaire	: CHUNG KAU Laurence
Secrétaire adjointe	: MAITUI Henriette
Trésorier	: MAITUI Paul
Trésorière adjointe	: MAITUI Christina
Commissaire aux comptes	: MAITUI Nénette

ASSOCIATION ARTISANALE VAHIVA*(Récépissé n° 8189 DRCL du 14 août 2001)***Extraits de statuts**

Il est constitué le 9 août 2001, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901. Elle prend le nom de ASSOCIATION ARTISANALE VAHIVA.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Mahina :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Mahina, Tuauru, P.K. 10,500, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MANARANI Monita
Vice-présidente	: TURINA Elisabeth
Secrétaire	: MANARANI Sandrine
Secrétaire adjoint	: MANARANI Bernard
Trésorière	: BREMOND Noéline
Trésorier adjoint	: MANARANI Moana

ASSOCIATION MUSICALE TAMARIKI MOKOKI*(Récépissé n° 8191 DRCL du 14 août 2001)***Extraits de statuts**

Il est formé, entre les soussignés et toute autre personne adhérant aux présents statuts, l'ASSOCIATION MUSICALE TAMARIKI MOKOKI.

L'association a pour but :

- de récolter des fonds pour acheter du matériel musical ;
- de créer toute œuvre de formation intellectuelle et morale des chants et musiques dans toutes les îles de la Polynésie française y compris Hao et les pays étrangers.

L'association a pour projet :

- d'organiser des soirées ;
- d'organiser des distractions diverses telles que bal, show, boum et buvette ainsi que la vente de ma'a, de gâteaux et de boissons, de la glace ou autre ;
- d'organiser des journées corporatives ou voyages, etc.

Son siège social est fixé à Otepa sur Hao ; il pourra être transféré par décision du conseil.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TUAHINE Solange
Vice-présidente	: TEUHI Titaina
Secrétaire	: KOHUEINUI Athanase
Secrétaire adjoint	: VANAA Justin
Trésorier	: TEGARIPA Sayna
Trésorier adjoint	: TEKEHU Patrick Teao

ASSOCIATION TE HOTU RAU NO HUAHINE DE TUBUAI*(Récépissé n° 8058 DRCL du 9 août 2001)***Extraits de statuts**

L'association TE HOTU RAU NO HUAHINE DE TUBUAI a été créée le 5 juillet 2001 à Tubuai aux îles Australes. Cette association est régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

L'association a pour but d'encourager le développement des activités économiques et sociales à Tubuai, notamment dans les domaines suivants : l'agriculture, la pêche et la jeunesse.

Le siège social de l'association est fixé à Huahine, Tubuai (îles Australes), téléphone : 95.05.21. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur décision du bureau ratifiée en assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TUPEA Tuera
Président	: TUPEA Marcel, Hama
Vice-présidente	: UTAHIA Chantal
Secrétaire	: TUMARAE Yolanda
Secrétaire adjointe	: HIO Béline
Trésorière	: TUPEA Annick
Trésorier adjoint	: HAUATA Maurice

ASSOCIATION FARETOU dite TOOHITU (Récépissé n° 4323 DRCL du 13 août 2001)

Extraits de statuts

L'association TOOHITU dénommée FARETOU, située à Haapu (île de Huahine), a été fondée le 8 février 2001 sur la déclaration du 29 juin 1880 par le Roi Pomare V (*Journal officiel* du 1er janvier 1881).

L'association a pour but :

- de contracter la reconnaissance du patrimoine, de l'ensemble des biens hérités du père et de la mère, notam-

ment revendiqué par nos origines Tupuna, ainsi que de développer l'agriculture, réaliser l'exploitation de tous arbres fruitiers situés dans toutes les communes du territoire en Polynésie française ;

- de faire représenter par le président de "Toohitu", M. Peretau Henri, les litiges ou autres difficultés des familles adhérentes de l'association devant toutes juridictions au palais de justice de Papeete, avec les membres actifs décidés par le conseil de l'assemblée générale de l'association.

Son siège social est fixé à Haapu (Huahine), îles Sous-le-Vent.

Sa durée est indéterminée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: MAI Robert
Président	: IHORAI Arimaono
Vice-président	: LEMAIRE Joselin
Secrétaire	: TUHOE Vahinerii
Secrétaire adjoint	: MAI Milton
Trésorier	: MAI Alphonse
Trésorière adjointe	: LUTA Irma

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 65

Premier tirage du mercredi 15 août 2001 :

19 34 36 37 39 42

Numéro complémentaire : **18**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	<i>Pas de gagnants.</i>	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	6	15.393.858
5 bons numéros.....	222	147.901
4 bons numéros et numéro complémentaire....	499	5.894
4 bons numéros.....	13.962	2.947
3 bons numéros et numéro complémentaire....	15.848	654
3 bons numéros.....	230.504	327

Deuxième tirage du mercredi 15 août 2001 :

3 14 22 29 32 49

Numéro complémentaire : **18**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	99.349.178
5 bons numéros et numéro complémentaire....	2	4.634.794
5 bons numéros.....	225	145.991
4 bons numéros et numéro complémentaire....	528	6.076
4 bons numéros.....	13.471	3.038
3 bons numéros et numéro complémentaire....	16.950	582
3 bons numéros.....	265.201	291

N° JOKER : **5 7 7 0 9 1 5**

LOTO NATIONAL N° 66

Premier tirage du samedi 18 août 2001 :

4 6 7 25 32 46

Numéro complémentaire : **16**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	105.763.066
5 bons numéros et numéro complémentaire....	14	793.720
5 bons numéros.....	402	95.872
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.009	4.402
4 bons numéros.....	21.035	2.201
3 bons numéros et numéro complémentaire....	30.824	472
3 bons numéros.....	374.758	236

Deuxième tirage du samedi 18 août 2001 :

2 19 21 24 27 29

Numéro complémentaire : **16**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	114.467.790
5 bons numéros et numéro complémentaire....	13	854.481
5 bons numéros.....	368	104.240
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.130	4.328
4 bons numéros.....	21.136	2.164
3 bons numéros et numéro complémentaire....	27.630	472
3 bons numéros.....	360.721	236

N° JOKER : **5 0 6 0 8 9 2**

KENO

Numéro Jackpot 6 75 40 79				Numéro Jackpot 1 88 71 91				Numéro Jackpot 3 43 28 63			
Lundi 13/08/2001				Mardi 14/08/2001				Mercredi 15/08/2001			
3	10	14	15	5	6	8	14	3	4	7	14
16	17	20	21	29	32	34	36	15	18	19	20
27	29	31	34	38	40	41	48	22	32	33	40
36	42	48	49	50	53	56	57	49	50	51	56
56	58	64	70	59	64	67	68	57	64	66	69

Numéro Jackpot 4 24 56 32				Numéro Jackpot 4 62 25 21				Numéro Jackpot 6 33 23 76				Numéro Jackpot 9 58 10 27			
Jeudi 16/08/2001				Vendredi 17/08/2001				Samedi 18/08/2001				Dimanche 19/08/2001			
1	7	14	16	6	18	24	25	3	4	5	6	4	10	13	17
17	19	29	30	31	33	34	35	8	18	25	31	21	24	25	28
31	37	40	43	37	40	41	42	32	34	42	43	29	30	32	34
44	48	56	59	46	47	48	53	54	57	59	62	38	40	43	49
60	68	69	70	54	56	59	62	64	66	67	69	57	60	65	67